

FRANCE:

Le N° 2 Fr. N° 251 4 avril 1981 douzième année

La brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (ex-LMR)
section suisse de la IV^e Internationale

UNITÉ OUVRIÈRE

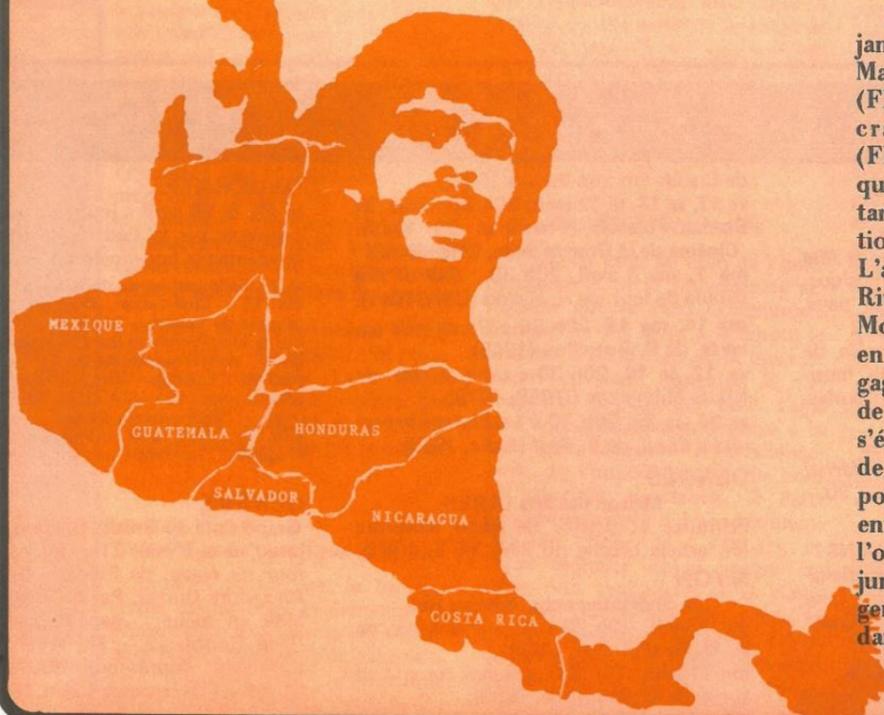
POUR BATTRE

GISSARD



EL SALVADOR :

**ISOLONS
INTERNATIONALEMENT
LA JUNTE !**



Depuis l'offensive du 10 janvier du Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FMLN) et du Front Démocratique Révolutionnaire (FDR), il a beaucoup été question d'un "échec" facilitant les efforts de normalisation de la junte salvadorienne. L'archevêque de San Salvador, Rivas y Damas, successeur de Monseigneur Romero, déclare en ce moment que la junte a gagné en soutien, au détriment de la guérilla. Ici et là, des voix s'élèvent, notamment du côté de l'Internationale socialiste, pour réclamer des négociations entre les secteurs modérés de l'opposition et ceux de la junte. Des journalistes étrangers parlent de normalisation dans la capitale du pays.

suite page 3

sommaire

EDITORIAL : El Salvador : isolons internationalement la junte !	3
SOCIAL	
Arts graphiques : la grève : idée fixe ou prolongement de l'action syndicale	4
Assemblée des délégués du SLP : tous les membres décideront du cours et de la direction du syndicat	4
Formation professionnelle : apprentissage ou camouflage	4
40 heures : la FTMH commence à protester	5
Horlogerie : les banques au secours de la SSIH	5
Fonction publique genevoise : le Conseil d'Etat tergiverse	5
POLITIQUE	
Mouvement jeunes zurichois : le gros bâton et la petite carotte	3
Crédits d'armements : le PSS se trahit lui-même	8
FEMMES	
Femmes et armée : Garde-à-vous ?	8
IMMIGRATION	
Etre immigrée en Suisse	9
DOSSIER - FRANCE :	
vaincre la division pour battre Giscard INTERNATIONAL	6-7
ESPAGNE : les droits démocratiques en péril	10
ITALIE : le patronat à la charge	10
La bureaucratie et la course aux armements : victime et complice	11
L'ÉVÉNEMENT : POLOGNE : la bureaucratie cherche l'affrontement	12

abonnez-vous

Abonnements à la Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte : fr. 22,50
 une année, enveloppe ouverte : fr. 45.-
 une année, enveloppe fermée : fr. 55.-
 une année, étranger (Europe) : fr. 80.-
 Outre-mer : prendre contact avec nous
 abonnement de soutien : fr. 100.-

(Préciser le type d'abonnement)

Pour toute correspondance : Case postale
 1 000 Lausanne 17 CCP 10-25 669

Ed. resp. C.A. Udry - Imprimerie Cedips, Lausanne

SI NOS ACTIVITES ET
 NOTRE POLITIQUE
 VOUS INTERESSENT :

prenez contact

PARTI SOCIALISTE OUVRIER
 Section suisse de la IV^e Internationale
 Adresses des sections romandes et tessinoise

case postale 13, 2 500 Bière 4 (032) 22 95 47
 case postale 829, 2 301 La Chaux-de-Fonds
 case postale 59, 2 800 Delémont 1
 case postale 28, 1 700 Fribourg 6
 case postale 858, 1 211 Genève 3 (022) 20 68 02
 case postale 592, 1 000 Lausanne 17 (021) 23 05 91
 case postale 32, 2 000 Neuchâtel 2 (038) 24 25 23
 casella postale 225, 6 901 Lugano

... HIGH SOCIETY... HIGH SOCIETY... HIGH SC

RÉTABLISSONS L'ÉQUILIBRE

J.S. Eggly (Journal de Genève du 30 mars) écrit en éditorial à propos d'"Etre solidaires" : "Plus d'expulsion administrative, droit individuel de consultation, possibilité pour les saisonniers et leurs familles d'être à la charge de l'assurance-chômage (ils la paient pourtant - réd. !) durant la morte saison, totale liberté de mouvement sur le marché du travail helvétique : cela va très loin, trop loin". Une vraie déclaration de guerre anti-ouvrière ! Car ces droits sont le minimum pour tout travailleur. Et il ajoute : "Affirmons bien haut que les intérêts des Suisses et ceux des étrangers ne sont pas, pour nous, sur pied d'égalité. Il y a des intérêts et des équilibres nationaux, économiques, mais aussi politiques et psychologiques qui sont prioritaires". Xénophobe et chauvin, avec ça !

Au fait, pourquoi M. Eggly n'irait-il pas travailler à la pigo, neuf mois par an loin de sa famille, pour une feuille de chou locale de la mafia sicilienne ou du régime sud-africain ?

COSMOPOLITISME PATRONAL

"Le Comité cantonal de soutien à Etre solidaires est constitué de 39 organisations dont 7 sont des associations et partis d'étrangers. C'est sans doute la première fois que des groupements d'étrangers figurent sur la liste officielle des prises de positions à l'occasion d'une votation populaire." Et le commentaire dénonce ce genre "d'ingérences" !

Qui a écrit cela ? L'Action Nationale, le Vigilant ? Non. Le journal patronal L'Ordre professionnel (27 mars 1981), sous la signature de l'honorable et xénophobe porte-parole patronal, M. Barde. Quand des financiers du monde entier participent à leurs conseils d'administration, ces Messieurs sont moins bavards...

UNE PUBLICITÉ... DÉSAMORCÉE

A propos de la revue d'armement "Armada International", son rédacteur Carl. M. Holliger précise : "Les publicités contenues dans nos revues n'ont d'ailleurs nullement pour but de faire vendre. Elles sont simplement destinées à renforcer l'image de marque des fabriques qui les publient". Voyons donc...

A COUTEAU TIRÉ

D'après Gilbert Couteau, le libéral chef des patrons genevois, "il est préférable d'être saisonnier en Suisse, plutôt que chômeur en Italie ou en Espagne". Voici un homme qui a le sens des vrais choix...

UN UTILE CARNASSIER : LE SPÉCULATEUR

De la page publicitaire de l'UBS : "Je considère le spéculateur comme un ange gardien de la bourse, déclare M. Schait, de l'UBS. (...) Il contribue à contenir dans des limites raisonnables les pressions à la hausse ou à la baisse des cours. (...) La mauvaise réputation de la spéculation résulte d'excès et de phénomènes marginaux qui en fait n'ont rien à voir avec la spéculation". En somme, un problème d'écologie bancaire.

VALENTIN PHILIBERT : JE SUIS PARTOUT

Annonce dans la presse française : "Pierre F. de Villemarest : Les stratèges de la peur". Avec ce bandeau : "Les disparus d'Argentine seraient essentiellement des terroristes". Editeur : Voxmundi, Genève. Qui est derrière Voxmundi ? Monsieur Valentin Philibert, rédacteur de la revue d'extrême-droite "Impact", responsable des enregistrements des émissions radio pour la réactionnaire "Fédération romande des téléspectateurs et auditeurs", elle-même liée au groupe Libertas, dirigé par l'avocat Chaudet. Comme quoi la défense des libertés suit de bien curieux sentiers...

LES ÉPITRES DE VODOZ

En réponse à un membre du "Comité de soutien à Lausanne bouge", cette lettre du rédacteur en chef musclé de 24 Heures :

"Monsieur,
 J'accuse réception de votre lettre du 10 mars. Si notre information vous paraît confuse, lacunaire et partielle, moi je vous trouve, comme on dit en langage vulgaire, extrêmement gonflé.

Veillez croire, Monsieur, à mes sentiments néanmoins distingués.

Jean-Marie Vodoz"

Un vrai manomètre de l'information, ce Vodoz !

LES BANQUES SUISSES : N'EXAGÉRONS RIEN

D'après cette même page de l'UBS, les banques suisses disposent du réseau bancaire intérieur le plus dense du monde, la somme de leur bilan, par habitant et par employé, est la plus élevée; elles viennent en tête pour les fonds propres et elles font que la Suisse est le seul pays disposant d'actifs à l'étranger supérieurs à ses engagements vis-à-vis de l'étranger. Le tout est chapeauté du titre suivant : "Les banques suisses : fortes, mais pas démesurées"...

SOLIDARITÉ AVEC LE SALVADOR

GENÈVE, 12 heures de solidarité avec le Salvador
 samedi 11 avril, dès 15h.

Salle communale des Eaux-Vives (rue des Eaux-Vives 82)

15h. : musique, stands - 16h. : Film sur El Salvador
 18h. : messages politiques des représentants du FDR
 18h.45 : table ronde avec, entre autres, J.C. Buhner et P. Sylvain (journalistes)
 21h. : *Tiempo Nuevo*, groupe folklorique péruvien
 23h. : bal, orchestre de salsa avec Anne Guggenbuhl
 Org. : Association de Solidarité avec le Nicaragua et El Salvador

LAUSANNE, rassemblement et manifestation de solidarité
 avec le peuple du Salvador
 vendredi 10 avril, 18h.15, Place de la Palud

Le cortège se rendra ensuite, à travers les rues de Lausanne, à la salle des XXII Cantons (Gare CFF) où débutera à 19h.30 un film sur la situation au Salvador, suivi d'une assemblée publique avec des représentants du FDR

Org. : Comité Nicaragua - El Salvador, MIR, Association suisse des réfugiés chiliens, Association des anciens prisonniers politiques argentins, Comité Colombie, Comité Bolivie, Association Suisse-Cuba, Jeunesse Socialiste, Jeunesse Communiste, Magasins du Monde, Groupe trotskiste de Suisse, Parti socialiste ouvrier, Organisation communiste suisse, Parti ouvrier populaire, Parti socialiste vaudois, FOBB, CRT/Vaud.

BIENNE, mardi 7 avril, 20h.15, Salle Farel
 FRIBOURG, vendredi 10 avril, 20h.15, Université
 concerts au profit du Front démocratique révolutionnaire (FDR)
 avec le groupe de neuf musiciens péruviens *Tiempo Nuevo*

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MEMES!

LAUSANNE

Palais de Beaulieu
 Salle du Grand restaurant
 sa 4 avril, de 16h. à 24h. : Grande fête de l'immigration. Avec théâtre, musique, spécialités culinaires d'un tas de pays.
 Cinémathèque, aula de Béthusy
 ve 10 avril, 19h. : *La bête humaine*, de Jean Renoir (1938), d'après Zola, musique de Kosma - 21h. : des films burlesques à mourir de rire.

Cabaret-théâtre des Faux-Nez
 di 5 avril, 17h. et 21h. : jazz avec *Martial Solal* (piano), *Lee Konitz* (sax). 18.-, 20.-
 du je 9 au me 15 avril : *Rhésus*.

Salle polyvalente EPFL, ECUBLENS
 ve 10 avril, 20h.30 : *Red'n Black* (Belgique) et *Le Beau Lac de Bâle*. Loc. : Disc à bras, Sapri-Shop, Foetisch. Org. : Changé, Animation Agepoly.

Cinéma d'ORON, ORON-la-Ville
 ve 10, sa 11 avril, 20h.30 : *La Provinciale*

de Claude Goretta (Suisse 1980).
 ve 17, sa 18, di 19 avril, 20h.30 : *Tess*, de Roman Polanski (France et GB, 1979).
 Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
 ma 7, me 8 avril, 20h.30 : *Ball of fire* (Boule de feu), de H. Hawks (USA, 1941).
 ma 14, me 15, 20h.30 : *Rome ville ouverte*, de R. Rossellini (1945).
 ve 17, sa 18, 20h.30 : *Cinq soirées*, de Nikita Mikhalkov (URSS, 1979).
 ve 24, sa 25, 20h.30 : *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, de F. Rosi (Italie, 1978).

DENGES

Maison des arts (ARFI)
 Peintures et dessins de *Henri Noverraz* (cf. article brèche no 246, 24. 1. 1981).

NYON

le cinématographe, cinéma Rex
 ma 7 avril, 20h.30 : *Sans anesthésie*, de A. Wajda (Pologne, 1979).
 ma 21 avril, 20h.30 : *Un jour comme un autre*, de M. Sen (Inde, 1980).

NEUCHÂTEL

sa 25, di 26 avril : journées de rencontre organisée par la Fédération romande des mouvements non-violents.

sa 25, Salle paroissiale de la Maladière (no 57), 20h.15 : Ciné-Larzac, film sur la lutte des paysans du Larzac - 21h. : Raymond Porchet, Pierre-Alain Vallon et leurs musiciens (10.- fr.)
 di 26, Maison paroissiale du Faubourg de l'hôpital 24 : 4 débats : 10h. : "Luttes syndicales" (des Chicanos aux USA et des travailleurs polonais) - "Mouvements de jeunes en Suisse" - 13h.30 : "La lutte antinucléaire" (Malville, Plogoff) - "Le transarmement".

GENÈVE

Grand Café du Grütli, 16 Général Dufour jusqu'au sa 9 mai, 21h., du ma au sa : *La tour de Nesle*, de Frédéric Gaillardet et Alexandre Dumas. Par le Théâtre Mobile. Mise en scène : Jean-Charles Simon et René Donzé. 12.-, ét., AVS : 9.-. Réservations l'après-midi (022) 28 48 30. Ouverture de la caisse à 20h.15.

Pic-plouc, impasse rue du Lac
 ve 17, sa 18 avril, 21h. : *Jean-Pierre Huser* (5ème anniversaire du Pic plouc).

La Traverse (Pâquis)

ve 24 avril, 20h.30 : *Marc Loopuyt*, guitare flamenco, luth arabe - *Jean-Pierre Lehmann*, percussions.

Café Pernet, 2 rte de Veyrier
 jusqu'au je 16 avril, 21h.30 : *Les pieds dans l'eau de vie*, de Pierre Holdener, café-théâtre.

Le Caveau, 9 av. Sainte Clotilde
 jusqu'au sa 11 avril, 20h.30 : *Prométhée déchaîné*, pantomime par l'Atelier du Geste de Bière. (022) 28 11 35.

Et pour les veinards qui sont en vacances :
 PARIS, Porte de Pantin
 sa 11, di 12 avril : FETE unité ouvrière contre Giscard. Le sa dès 14h., le di dès 10h.30. Avec des chanteurs, du rock... Programme détaillé : *Rouge* no 962, du 27 mars au 2 avril. (Org. : LCR.)

Pourtant la répression continue. En janvier, 2664 personnes, toutes des civils selon l'Eglise catholique, furent assassinées. Février devrait connaître des chiffres analogues. La plupart des victimes de ces deux derniers mois n'étaient liées à aucune activité politique. Nombre d'entre elles étaient des jeunes et des vieux qui ont eu le malheur de se trouver au mauvais endroit à la mauvaise heure. Un membre du service d'assistance juridique de l'archevêque rapporte l'histoire de sept adolescents rentrant chez eux à San Salvador, la capitale. Ils disposaient encore de vingt minutes pour rentrer avant le début du couvre-feu. En courant, cela était possible. Mais, des soldats les interceptèrent et décidèrent qu'ils n'avaient plus le temps de rentrer et qu'il valait donc mieux "faire le travail tout de suite". Un seul des sept survécut.

Pourtant la réforme agraire, tant vantée par la junte, est un échec, dans l'ensemble. Sa mise en oeuvre, alors que manquent les capitaux nécessaires au ravitaillement des unités de production en matériel et semences était déjà, en soi, problématique. Ensuite, la relation entre la réforme agraire et la répression a été tellement forte qu'au lieu de créer un espoir, la réforme a suscité la peur et le scepticisme.

Ce n'est donc pas un hasard si Reagan a indiqué qu'avant toute réforme l'essentiel est une défaite militaire de la guérilla, ce qui ouvrirait la voie à une solution politique à l'avantage de l'impérialisme. En cela il a montré que le problème principal, pour l'impérialisme, est la force effective, sur le plan militaire et politique, de l'opposition. Certes l'offensive du 10 janvier n'a pas été le signal de l'insurrection finale; elle s'est heurtée à une limite importante, à savoir son caractère presque exclusivement militaire. Le fait que le processus insurrectionnel ait pu connaître un certain développement seulement à Santa Ana est en particulier le résultat d'une absence de liens étroits avec les organisations de masse durant la planification de l'offensive.

Il n'en reste pas moins que l'offensive a été la première offensive militaire générale jamais mise en oeuvre au Salvador. Elle a montré la capacité du FMLN d'opérer de larges mouvements de troupes. Elle a montré que l'unité des forces révolutionnaires est une réalité, même si toutes les contradictions ne sont pas résolues. Personne ne conteste aujourd'hui que de larges parties du pays, essentiellement rurales, soient sous le contrôle du FMLN/FDR.

D'où les signes nouveaux d'une volonté de dégager une solution de transition négociée dont l'aile révolutionnaire de l'opposition serait écartée. La réussite de tels efforts serait sans doute sanctionnée par un génocide, car tel est le prix qui devrait être payé actuellement pour un écrasement du FMLN. Toute négociation avec les représentants de la junte qui accrédirait la thèse des "démocrates des deux côtés", qui se ferait sans l'arrêt préalable de l'appui impérialiste, serait donc un coup de poignard dans le dos du peuple salvadorien.

La mise en oeuvre de tels efforts dépend également du rapport de forces international. Lors du récent congrès du PCUS à Moscou, la bureaucratie du Kremlin a fait le silence sur le Salvador. Il ne faut pas s'en étonner. Alors qu'en Pologne se joue l'avenir d'un gigantesque mouvement antibureaucratique, la bureaucratie soviétique cherche à ne pas trop marcher sur les plates-bandes de l'impérialisme en Amérique centrale.

La démocratie-chrétienne déploie pour sa part une politique contre-révolutionnaire à l'échelle internationale. C'est elle qui proteste en Allemagne de l'Ouest contre l'absence de soutien du PS aux positions américaines. Le PDC suisse a passé sous silence les massacres. Kurt Furgler ne nous a pas encore gratifiés d'une déclaration enflammée contre le terrorisme de la junte et de l'extrême-droite salvadorienne...

L'isolement international de la junte est une tâche indispensable. Les possibilités d'élargissement du mouvement de solidarité existent. Le PSS s'est prononcé pour le soutien au FDR, il a décidé de lui verser une partie de la récolte du 1er Mai. Dans les Eglises se manifeste un courant d'opposition à la politique de Furgler & Co. Des sections syndicales ont voté des motions de solidarité.

Tout doit être fait pour que ces volontés convergent, s'unissent et clament :

A bas la junte assassine !

Non à l'intervention de l'impérialisme US !

Bureau Politique du PSO

Mouvement jeunes à Zurich :

Le gros bâton et la petite carotte

Depuis près d'un an la jeunesse zurichoise lutte pour l'ouverture d'un centre autonome de jeunesse (AJZ). Cette lutte a connu ses hauts et ses bas, mais sa permanence à une échelle de masse ne s'est pas démentie. En septembre, en décembre et maintenant, le 21 mars, des manifestations regroupant 5000 à 10000 jeunes l'ont montré. La bourgeoisie zurichoise, contrairement à certaines de ses émules à Bâle, Lucerne et Zoug, n'a pour sa part pas cessé de recourir à la manière forte. Charges policières, tirs avec balles de caoutchouc, arrestations massives, limitation du droit de manifestation, etc., ont été une constante de sa politique de la jeunesse. Pourtant il semblait qu'au début de cette année, la bourgeoisie, consciente de l'impossibilité de mettre un terme au mouvement de cette manière, était prête à envisager l'ouverture immédiate d'un centre autonome. Des discussions avaient été entamées avec certains groupes pour trouver des responsables d'un éventuel centre; on parlait d'octroyer des crédits, bref une ouverture politique semblait se dessiner.

Le mouvement jeunes décida en conséquence en février d'accorder au conseil municipal un délai jusqu'au 21 mars pour la réouverture du Centre tout en appelant à une grande manifestation du printemps pour le 21 mars. L'association pro-AJZ avec le PSO, les POCH et le PdT formèrent un collectif qui se chargea de demander une autorisation pour la manifestation. Le PS zurichois décida de ne pas s'associer à cette démarche.

Une grande manifestation pacifique

Le 21 mars une masse imposante de jeunes — et de moins jeunes (10000 personnes) — se retrouva à la place Belle-Vue sous un soleil radieux. La manifestation avait été autorisée quelques jours auparavant. Peu de policiers en vue. Par contre une camionnette de la police fit son apparition avec sur les côtés de grandes pancartes : "Demo-ja, Krawall-nei" (Manif-oui, émeute-non) ! Des policiers en civil distribuèrent également un petit tract jaune décoré de fleurs signé "Police zurichoise" indiquant "Manif-oui, chaos-non...".

La grande majorité des manifestants était calme, plus prête à une balade tranquille mais imposante dans les rues de la ville qu'à des affrontements avec la police. Pourtant dès le départ il y avait eu quelques inquiétudes, car la manifestation avait été autorisée à passer devant le Centre autonome à la Limmatstrasse, vide depuis son évacuation brutale l'année dernière. Il y eut bien quelques pots de peinture lancés contre des immeubles de la ville, mais rien de grave jusqu'à l'arrivée devant le Centre, où une surprise attendait la manifestation : le Centre était vide et aucun policier n'était en vue. La volonté pacifique de la majorité de la manifestation ne faisait aucun doute. Mais enfin si le Centre était vide, cela pouvait vouloir dire que la Ville n'allait pas empêcher une réoccupation. Aussitôt dit, aussitôt fait. Des jeunes par centaines réintégrèrent avec joie les lieux, se mirent aux balais et aux fourneaux, sans violence ni agressivité. La douche allait être froide et brutale. La police fixait un ultimatum pour l'évacuation et vers six heures passait à l'action avec gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc. Le Centre évacué, de petits grou-

pes se répandirent dans la ville poursuivis par la police. On en était revenu au statu quo de la répression violente et sans appel. Comment s'étonner ensuite du désespoir qui conduit aux actes de violence individuelle ? Dimanche, nouvelle réoccupation, lundi matin nouvelle opération brutale d'évacuation de la police.

La droite cherche à mettre en accusation les organisations de gauche

Lundi matin, la fraction radicale du conseil municipal déposait une motion demandant que les organisateurs de la manifestation (Association pro-AJZ, PSO/POCH/PdT) soient poursuivis pour les dommages occasionnés. Le conseil municipal répondit tout de suite qu'il entendait prendre des mesures dans ce sens.

Ainsi, la droite cherche à faire porter à ceux qui défendent les droits des jeunes la responsabilité des événements qui sont tout simplement la conséquence de la politique provocatrice de la Ville et des brutalités policières. Car enfin, les politiciens bourgeois ne sont pas naïfs : ils ne pouvaient croire que les jeunes, même les plus pacifiques d'entre eux, allaient résister à l'envie de pénétrer dans le Centre alors qu'il était vide et que les partis bourgeois s'étaient tous, sous une forme ou une autre, dé-



La police zurichoise — mais où sont passées les petites fleurs de ses tracts ? — à l'assaut du Centre autonome.

Atteinte sans précédent à la liberté d'expression

La police procéda mardi soir à l'arrestation d'une équipe de trois journalistes de la Radio/TV qui filmaient les confrontations dans la rue, en les accusant d'avoir érigé une barricade (!). A cette atteinte très grave à la liberté de la presse, s'est ajoutée une obstruction systématique des autorités juridiques à l'égard de l'avocat des journalistes. La gravité de ces agissements entraîna même les protestations véhémentes du directeur de la Société suisse de radio et télévision (SSR), le démocrate-chrétien Léo Schurmann, qui déclara : "La vérité fait toujours son chemin... Si les accusations devaient se révéler infondées, nous défendrons dans leur intégralité et sans limitation nos droits et ceux de nos collaborateurs". M. Schurmann s'éleva également contre les restrictions imposées aux droits de la défense.

clarés favorables à l'ouverture d'un centre autonome.

En proposant à l'Eglise réformée et l'association Pro Juventute (!) d'être les associations responsables de la réouverture de ce centre, en précisant que cette réouverture ne pourrait être que le "fruit d'un processus" qui connaîtrait "plusieurs phases", la bourgeoisie zurichoise dévoile les deux aspects de sa tactique : d'une part répression violente contre tout ce qui bouge (afin d'isoler la partie la plus active du mouvement), d'autre part tentative d'intégration, de contrôle (Pro Juventute et l'Eglise sont là pour ça) de la jeunesse.

L'arrêt de la répression et l'ouverture immédiate d'un centre autonome restent donc au cœur de l'action que tout le mouvement ouvrier — PS y compris — et que tous les démocrates doivent mener pour la réalisation des revendications de la jeunesse.

André Meylan

Syndicat du Livre et du Papier :

La grève : idée fixe ou prolongement de l'action syndicale ?

Dans le dernier article, nous avons exposé le point de vue des partisans de la "paix du travail" au cours du débat qui traverse actuellement le Syndicat du Livre et du Papier. Contrairement à ce que semble vouloir dire ce courant regroupé notamment autour de l'actuel président du syndicat Erwin Gerster (BE), les transformations très profondes qui s'effectuent dans les arts graphiques ne laissent pas le choix entre "un tiens vaut mieux que deux tu l'auras". En somme, il ne peut être question de défense passive des acquis. Nous terminions l'article en soulignant que le patronat, tout souriant et "compréhensif" qu'il soit au cours des négociations, n'en continuait pas moins à mener quotidiennement sa guerre d'usure très violente contre l'emploi, le niveau de qualification et à terme le niveau même des salaires dans la branche.

Nos collègues partisans de la "paix du travail" contre-attaquent : la grève à outrance que vous proposez, disent-ils en substance, où nous mène-t-elle, quels résultats apporte-t-elle ? D'où, pour répondre, la nécessité de faire un bilan de l'action de renouvellement du contrat collectif en 1980.

La grève pour la grève ?

Le courant proche du président sortant s'acharne à peindre le diable sur la muraille : avec Aeberli (candidat du courant combatif à la présidence) comme président, le syndicat ferait grève jusqu'à épuisement des ressources, et sans résultats. Selon ces collègues, la majorité des membres, qui effectivement n'a pas pris part à la grève nationale de l'automne passé, aurait par ce fait même nettement désavoué Aeberli et "ses" partisans. Pour sa part, le courant combatif a fait paraître plusieurs articles dans les organes du syndicat, qui répliquent à cette argumentation tirée par les cheveux.

Il est vrai que lors de la première votation générale des membres, seuls 55 o/o d'entre eux — soit 4 710 membres du SLP — ont refusé le résultat négocié par la première "délégation", celle du président Gerster. A quelques mois de là, le travail d'explication mené auprès des membres a conduit 7 740 membres à accorder au comité central la compétence de dé-

clencher si nécessaire des mesures de lutte pour obtenir les revendications refusées jusque-là. Il est possible, et même probable qu'une grande partie de ces membres ait pu croire que le simple octroi par une majorité très nette de ces "compétences de lutte" allait suffire pour faire réfléchir le patronat et le pousser aux concessions. Il n'en reste pas moins que plus de deux tiers des membres se sont déterminés en faveur d'un contrat collectif plus substantiel que celui que les patrons étaient prêts à accorder.

Réanimer l'action syndicale

Quel devait être le rôle du syndicat dans une telle situation ? Le syndicat ne se doit-il pas de donner suite à la volonté de 2/3 de ses membres, de lui donner un prolongement organisationnel, une traduction pratique, dans les faits ? Dans ce sens, nous considérons comme un acquis très précieux le fait qu'à la suite de ces votations

et des débats qu'elles ont occasionnés, la vie des sections se soit considérablement animée et les chiffres de participation aux assemblées se soient décuplés, ceci jusque dans les sections les plus "tranquilles". De quoi donner à méditer à quelques fonctionnaires syndicaux qui se plaisent trop souvent à justifier leur politique de capitulation en invoquant qu'il ne leur reste rien d'autre à faire du moment que la base manifeste un tel désintérêt pour les affaires syndicales... Nous estimons au contraire que c'est sur les acquis réalisés l'automne passé que, tous, nous devrions bâtir les principes de l'action syndicale future. Il ne s'agit pas tant de publier articles sur articles dans la presse syndicale, mais de s'efforcer de faire participer le plus grand nombre possible de collègues, la majorité même, à des activités et à des actions qui apportent la preuve tangible que la défense collective de nos intérêts est la meilleure voie.

Voilà pourquoi nous estimons qu'il est important aujourd'hui par exemple de faire en sorte que la revendication en faveur de plans et de listes de recyclage dans les entreprises ne soit pas dévoyée dans le sens d'une "prime" accordée à bien plaisir par la direction aux travailleurs méritants... Voilà pourquoi il est important, également, d'obtenir que les salaires soient fixés contractuellement et non pas par le jeu d'un "libre accord" : cela pourrait vouloir signifier en effet que les membres du syndicat qui ont joué un rôle actif dans les grèves vont se voir imposer un blocage des salaires, et exclure des possibilités de recyclage, ce qui ne saurait tarder à transformer le syndicat en un tigre de papier !

16 mars 1981, R. Riemer/fg

Assemblée extraordinaire des délégués du SLP :

TOUS LES MEMBRES DECIDERONT DU COURS ET DE LA DIRECTION DU SYNDICAT

La mobilisation de 1980 a montré la nécessité d'un nouveau cours dans le Syndicat du Livre et du Papier (SLP), même lorsqu'il n'y a pas de confrontation directe en vue (cf. l'article ci-dessus). L'assemblée extraordinaire des délégués a placé un nouveau jalon sur la voie menant à une direction syndicale progressiste : une votation à la base en mai 1981 décidera si le courant combatif prend la direction du syndicat ou s'il reste, comme par le passé, une forte opposition.

La grève a payé

Les deux rapports de la délégation de négociation (Fredy Aeberli) et de la direction de grève (Françoise Dériaz) montrèrent, preuves à l'appui, les éléments positifs de la grève, sans rien dissimuler du manque de préparation, des erreurs commises et des responsabilités ainsi engagées. Après la lecture du rapport du Comité Central, qui reflétait plus la situation actuelle à l'intérieur du SLP qu'il ne tirait un réel bilan, les sections de Lausanne

et Genève présentèrent une résolution remerciant les grévistes pour leur attitude courageuse, mettant en évidence les acquis du nouveau contrat collectif et soulignant la nécessité de son application pratique. Pas un seul briseur de grève n'osa s'y opposer ouvertement et dans une proportion de 4 à 1 (avec quelques abstentions), cette résolution fut approuvée.

Une nouvelle direction est nécessaire

La discussion qui, durant des semaines s'était déroulée dans la presse syndicale, même si c'était de manière confuse, commença l'après-midi seulement; son objet : quel syndicat et quelle direction voulons-nous ? L'attitude de la section bâloise et secondairement des autres sections qui n'avaient pas fait grève, fut blâmée par l'écrasante majorité des délégués, qui montrèrent ainsi leur volonté de disposer d'un syndicat national appliquant les décisions prises majoritairement et démocratiquement. La proposition faite par la section de Zurich



de blâme du président central à cause de son attitude tout au long des négociations, fut toutefois clairement repoussée, ce qui représente une défaite du courant combatif. Le manque de temps pour la discussion joua certainement un rôle, mais d'autres éléments aussi (contrôle de l'appareil par les modérés, absence de mobilisation, difficultés à mettre au centre de l'action du courant combatif le problème du renouvellement de la direction), sur lesquels nous reviendrons.

La situation de "pat" entre le courant progressiste et les partisans de la "collaboration entre partenaires sociaux" que connaît le SLP n'a pas encore été tranchée : l'assemblée du 28 mars a décidé que le président central devait être élu en mai par une votation à la base (confirmée par l'assemblée des délégués de juin). Le courant progressiste doit saisir cette chance de renouvellement de la direction et mener de manière décidée une campagne pour l'actuel vice-président Fredy Aeberli.

P.S. — E.P.

ARGUMENTS



Apprentis-sages ou camouflage

?

Le rapport d'activité 1979 de l'Office d'Orientation et de Formation Professionnelle de Genève raconte sans broncher ce qui suit :

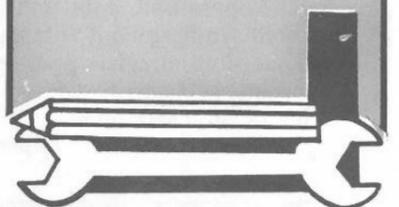
"Pour répondre à l'attente de fortes volées de jeunes (...) le Service de la formation professionnelle a interrogé au début du printemps l'ensemble des entreprises susceptibles d'engager un ou plusieurs apprentis. Cette enquête a permis de dénombrer une offre de 1287 places, dont bon nombre de nouvelles possibilités de formation. Secteur économique par secteur économique, en fonction des besoins spécifiques, des actions de sensibilisation ont été entreprises avec l'appui total des associations professionnelles factières. (...) Conformément aux dispositions légales, des dérogations au nombre limite d'apprentis qu'une entreprise est en droit de former ont été accordées, après avoir obtenu toutes les garanties nécessaires. Finalement, les milieux économiques de la place ont proposé en tout 2298 places."!!!

Les "dispositions légales" sont en effet d'une telle souplesse qu'un commissaire d'apprentissage, signant notre initiative, nous disait que dans son secteur il avait essayé en vain d'obtenir que des apprentis, qui faisaient plusieurs heures de courses par jour, puissent avoir l'occasion de travailler à l'établissement ! Le rapport de l'Office d'Orientation n'ose d'ailleurs pas dire combien de dérogations ont été accordées et à quelles conditions !

C'est ainsi que chaque année, on nous annonce que tous les apprentis ont trouvé une place.

Dans le canton de Zurich, en 1977, 300 dérogations ont été accordées aux entreprises pour qu'elles puissent engager plus d'apprentis. Un responsable de l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers (OFIAMT) a dû reconnaître que "le nombre des dérogations accordées par les Offices de formation professionnelle atteint parfois les limites du tolérable." Des apprentissages ? Non, des voies de garages, sans qualification ni avenir professionnel. Pour tous ces jeunes, l'ouverture d'ateliers publics d'apprentissage, conduisant à un certificat fédéral de capacité, est la seule possibilité de sortir des griffes des "lois du marché" !

M. Thévenaz



Parfois il arrive à ceux qui luttent pour une réorientation de la politique du mouvement ouvrier, pour une véritable unité d'action des travailleurs et de leurs organisations, de rêver. Une campagne décidée, mais épuisante, est menée pour la réduction du temps de travail. Les efforts entrepris sont décriés du côté des directions syndicales, on agite l'épouvantail de "l'irresponsabilité" de ceux qui revendiquent les 40 heures immédiatement pour justifier n'importe quelle manœuvre contre les efforts entrepris. Et alors on se prend à rêver — un jour il faudra bien que les dirigeants du mouvement ouvrier rendent des comptes, se préoccupent de manière autrement plus sérieuse des intérêts des travailleurs, car ceux-ci n'accepteront pas que l'on prenne indéfiniment leurs intérêts pour des hochets. Et le rêve devient réalité.

40 heures :

La FTMH commence à protester

Rappelez-vous l'initiative populaire pour l'introduction immédiate des 40 heures, lancée unitairement par le PSO (ex-LMR), les POCH, le PSA et quelques sections cantonales du PS. L'USS et ses principales fédérations l'avaient tout d'abord refusée en invoquant "la primauté des négociations conventionnelles". La pression étant devenue trop forte — les travailleurs en Suisse n'acceptant pas avec plaisir le privilège de l'horaire hebdomadaire le plus long d'Europe —, l'USS avait ensuite décidé de lancer sa propre initiative pour les 40 heures, torpille dirigée contre l'initiative en cours, afin de mieux justifier son refus de tout soutien. L'aspect manœuvrier de cette décision est clairement apparu lorsque l'on apprit que le nombre de signatures nécessaires n'avait pu être récolté. Bilan de l'opération : l'initiative 40 heures a fait un score de 22 o/o alors qu'il aurait pu être bien meilleur sans l'orientation divisive de l'USS. Le combat pour les 40 heures en était retardé d'autant.

Quatre ans après, la lecture de l'éditorial du SMUV-Zeitung (journal de la FTMH en allemand) nous réserve une surprise. Partant du constat que la moyenne de la durée hebdomadaire du travail en Suisse est la plus élevée — et de loin — d'Europe, des Etats-Unis et du Japon (1), constat que l'on avait répété jusqu'à l'enrouement durant la campagne de votation, l'éditorialiste arrive à cette conclusion surprenante : "On peut le dire donc clairement et succinctement : la semaine de 40 heures — comme pre-

mier pas en direction d'une réduction encore plus grande du temps de travail — est dans notre pays en retard. Il n'y a plus d'arguments valables pour un blocage patronal sur cette question" (nous soulignons, réd.).

Il n'est plus question d'une "diminution progressive par petites étapes", l'éditorialiste au contraire en rajoute pour dire : allons plus loin encore ! Nous sommes les premiers à nous féliciter de cette prise de position. Mais qui se plaint d'un blocage patronal doit se demander : quels moyens faut-il maintenant utiliser pour avancer ? La FTMH a entrepris une démarche en direction des autres syndicats minoritaires de la branche pour discuter de la revendication des 40 heures. C'est bien — l'idée d'une riposte unifiée au patronat commence à faire quelques tout petits pas. Mais la partie la plus importante du bilan, l'éditorialiste ne la tire pas — la division orchestrée à l'époque par les directions syndicales contre l'initiative 40 heures a eu ses effets. Sans celle-ci, et avec une campagne décidée et unitaire, nous n'en serions pas là. Nous aurions préparé les confrontations avec le patronat. Les travailleurs auraient été armés de la confiance nécessaire pour reprendre le combat au niveau des entreprises, des branches et des contrats.

Gardons ces leçons en tête. D'autres échéances à l'avenir vont les poser avec plus d'acuité que jamais.

A. M.



Fonction publique genevoise :

LE CONSEIL D'ETAT TERGIVERSE

Les négociations sur les 5 revendications de la fonction publique piétinent. Le Conseil d'Etat n'a en effet fait aucune proposition sérieuse sur la réduction du temps de travail (40 heures, 5 semaines de vacances) et l'augmentation des effectifs. Pourtant, il reconnaît qu'une diminution du nombre d'élèves par classe et une hausse des effectifs du personnel hospitalier sont justifiées !

Mais il ne veut pas céder, d'autant plus que les Associations patronales, intervenant par voie de presse, ont directement fait pression sur les autorités : "les fonctionnaires sont mieux lotis" disent les patrons, ne leur cédez pas les 40 heures, l'économie privée en souffrirait.

C'est donc le blocage. Le Mouvement de la fonction publique appelle à une nouvelle assemblée générale le 2 avril, où un préavis de débrayage devrait être décidé. L'USCG et la FSCG — cartels syndicaux — appuyent le mouvement, comprenant bien qu'une victoire dans la fonction publique serait un pas en avant pour tous les travailleurs.

M. T.



"Oui, oui, c'est bien compris, cher ami, pas un mot aux travailleurs ! Et merci encore pour votre aide !"

Horlogerie :

Les banques au secours de la SSIH

La Société suisse pour l'horlogerie SA (SSIH), l'un des gros trusts horlogers suisses à côté de l'ASUAG, a annoncé pour l'exercice 1980 une perte sèche de 100 millions. Peu de temps après, les grandes banques suisses faisaient connaître leur intention d'exiger de sévères mesures d'assainissement pouvant aller jusqu'à une fusion SSIH et ASUAG. Il fut peu question des emplois, mais les travailleurs de la SSIH ont tout de suite senti la menace pesant sur eux.

Erreurs de management et crise capitaliste

Les origines de la crise de la SSIH remontent aux années soixante. A cette époque ce trust, encouragé par les profits faciles réalisés entre autres à cause de la sous-évaluation du franc suisse, est complètement passé à côté des nouvelles données de la concurrence internationale dans ce secteur, à savoir l'irruption de l'électronique horlogère et la concurrence croissante des montres japonaises ou celles venant des régions d'Asie à bas salaires (Singapour, Hong-Kong, etc.).

La SSIH acheta en 1971 une série de fabriques horlogères bon marché, produisant des montres à mouvement mécanique *Roskopf*, et se lança dans une croissance fiévreuse avec l'acquisition de la Hamilton Watch (Etats-Unis) des firmes Lanco, Buler et Lémania. Cette expansion a été toutefois financée par l'endettement, dans une période où le taux d'intérêt était élevé. Ainsi, à fin 1973, le trust disposait d'un capital propre de 200 millions de francs (44 millions de réserves) et d'un endettement de 456 millions (!), ce qui allait avoir des conséquences désastreuses lors de la crise de 1975 (1 500 emplois perdus — 20 o/o de l'effectif total du trust), qui, naturellement, n'était pas prévue.

La direction de la SSIH, assumée jusqu'alors par les familles qui avaient été à la tête des marques "Omega" et "Tissot" fut modifiée pour laisser la place au représentant d'un nouveau gros actionnaire, Sibner-Hegner. Ce changement ne put empêcher un nouveau désastre durant l'exercice 1980, qui pourtant de manière générale fut une bonne année pour l'industrie horlogère. Les grandes banques suisses, fortement impliquées, décidèrent qu'il ne restait d'autre solution que d'exiger des actionnaires qu'ils renoncent à leur capital-actions (62 millions) et aux réserves (42 millions) pour couvrir la perte de 100 millions de l'exercice 1980 ! Dans

ces conditions, il n'est pas étonnant que les familles qui sont encore actionnaires jouent, selon certaines rumeurs, avec l'idée de vendre leurs actions à des trusts japonais (Schweiz. Handels-Zeitung, 26. 2. 1981). Tout reste cependant couvert par le lourd manteau du secret d'affaires. En dehors du licenciement de 133 cadres en 1980, aucune indication n'a été donnée sur les emplois pouvant être supprimés.

Les travailleurs horlogers voient ainsi, à nouveau, leurs conditions de vie remises en cause par le processus impitoyable des concentrations capitalistes.

Quand on parle de participation

Du côté des directions syndicales, on a surtout souligné la nécessité de la participation à la direction de l'entreprise qui, grâce aux capacités gestionnaires des représentants des travailleurs, aurait pu éviter de telles erreurs. Ce faisant, elles ne répondent pas au problème. Si la SSIH avait été dirigée de manière plus prudente et conservatrice, rien ne dit qu'elle aurait pu éviter une crise, et même si c'était le cas, cela aurait tout simplement signifié que d'autres entreprises auraient fermé leurs portes. En effet, dans la situation actuelle de crise du capitalisme, la qualité du management ne détermine, en partie, que le choix des entreprises qui doivent couler et celles qui peuvent survivre. Mais il ne peut rien changer au nombre total des fermetures et des emplois perdus dans la branche. La participation n'aurait donc rien changé à cet état de fait.

Par contre l'absence de participation dans ce cas permet de désigner les capitalistes comme seuls responsables de la crise. Il n'est donc pas question que les salariés acceptent d'être les victimes de mesures d'assainissement permettant aux actionnaires de garder une partie de leur capital ou aux banques de faire payer aux autres leurs pertes.

A. M.



A quand l'heure des 40 heures ?



Giscard d'Estaing voulait être un Président de la République "conceptuel". L'action de ce nouvel humaniste vient d'enrichir la langue française d'un nouveau concept, celui de "chômeurtres", ces jeunes travailleurs et travailleuses au chômage, qui, lassés de chercher un emploi qui ne vient pas, finissent par se suicider... Sur les deux millions de chômeurs que compte la France, trois cent mille sont actuellement absolument sans aucune ressource... Et l'inflation dépassera les 15 o/o. On comprend donc dans ces conditions que le bulletin "La lettre de l'Expansion", destiné aux dirigeants d'entreprise, dise que "pour la première fois, les experts du gouvernement — des non-politiques — n'excluent plus une défaite du Président sortant".

Pour cela, il faut mener la bataille pour un désistement inconditionnel au deuxième tour en faveur du candidat ouvrier le mieux placé et vaincre la division orchestrée par les organisations ouvrières traditionnelles. Pour battre Giscard, l'unité ouvrière est plus que jamais nécessaire.

Elections présidentielles françaises :

Vaincre la division pour battre Giscard

Ce n'est pas dans cette voie que les deux grands partis ouvriers, le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PC) s'engagent. Alors que le PS se découvre avec ravissement des "convergences critiques" (selon l'expression de l'un de ses dirigeants, Pierre Mauroy) avec le Rassemblement pour la République (RPR, parti gaulliste) de Jacques Chirac, le PC poursuit une étonnante campagne de division.

QUAND MITTERAND SE PREND POUR DE GAULLE

Pour sa troisième campagne présidentielle, François Mitterand, candidat du PS, a choisi de jouer les rassembleurs, au-dessus des partis, au-delà des classes : "Quand M. Giscard d'Estaing ou quand M. Chirac déclarent : 'Je veux rassembler les Français', cela signifie ordinairement : je veux rassembler les Français moins les cinq à six millions d'entre eux qui votent communiste; eh bien, moi, je ne dirai jamais cela. J'ai travaillé depuis quinze ans à réunir sans exclusive tous ceux qui peuvent contribuer à reconstruire la France. Cela, quelqu'un l'a dit et l'a fait avant moi : c'est de Gaulle en 1944. C'était la guerre et il avait besoin de tout le monde. Maintenant, c'est la crise, et j'aurai besoin de tout le monde".

L'objectif est clair : il faut une union nationale contre la crise et moi seul, François Mitterand, peut obtenir, comme de Gaulle, la participation ou l'appui des communistes. Et pour que personne ne se trompe sur ses options, Mitterand précise : "Changer de société, changer la société, changer les sociétés, c'est un refrain qui bourdonne à mes oreilles. Je ne comprends pas bien ce que cela veut dire". Et vivent les thèses ronflantes des congrès du PS sur la "rupture avec le capitalisme", la "stratégie autogestionnaire" et le "front de classe" !

Ce que l'union nationale contre la crise apporterait aux travailleurs (mises à part quelques corrections des injustices sociales les plus flagrantes) se lit très bien dans les propositions de Mitterand sur la réduction du temps de travail. Il se déclare certes favorable à une loi sur les 35 heures hebdomadaires, soulignant cependant qu'il "faut à tout prix harmoniser la démarche en Europe" (manière facile de renvoyer la réalisation de cette revendication aux calendes grecques) et que l'application de la loi sera "négociée entre partenaires sociaux". Quant à la compensation salariale, elle pourrait être fonction du salaire ! La réduction du temps de travail pourrait donc aller de pair avec une réduction des salaires, ce qui est justement l'une des préoccupations du patronat et du premier ministre Barre.

En choisissant ainsi de ne rien faire qui puisse gêner le patronat, en laissant soigneusement la porte ouverte au RPR (que de "convergences critiques" en matière de politique étrangère, par exemple !), Mitterand¹⁾ facilite en retour la campagne sectaire et diviseuse du PCF. Marchais a en effet beau jeu de dénoncer le tournant à droite du PS, les connivences avec les gaullistes, la volonté de gestion du capitalisme du candidat socialiste. Pour faire croire ensuite que la seule garantie de changement pour les travailleurs réside dans le vote pour le PC : "si nous sommes assez nombreux, assez forts, nous pourrions nous faire entendre, imposer le changement nécessaire. Sinon ce changement n'aura pas lieu, quel que soit l'hôte de l'Élysée".

LE PCF SEUL GARANT DU CHANGEMENT ?

Lors de la Conférence nationale du PCF qui désigna Georges Marchais comme candidat du parti, l'objectif de la campagne communiste avait été ouvertement mis en lumière : il s'agissait prioritairement de renforcer le parti. La défaite de Giscard était secondaire. Fiterman, l'un des

dirigeants du PC, déclara sans ambages dans son rapport : "Le premier tour sera décisif. Les forces rassemblées autour du candidat communiste, les voix rassemblées sur son nom, ce sera la clef du changement". Et cela s'accompagnait d'un double chantage : "Nous le disons nettement aux travailleurs : jusqu'ici ils n'ont pas donné à notre parti assez de forces pour qu'il obtienne une place suffisante, sa place, pour qu'il pèse d'un poids suffisant en leur faveur, en faveur du changement." (L'Humanité, 13. 10. 1980). Et donc "Si le Parti communiste n'augmente pas sa force et son influence, s'il n'obtient pas la place correspondante, la classe ouvrière, les travailleurs, le peuple ne connaîtront que la poursuite des difficultés et des désillusions" (Marchais, discours à la Conférence nationale, L'Humanité, 13. 10. 1980). Voilà le chantage fait aux travailleurs : si vous n'êtes pas assez à voter pour nous, eh bien vous en reprendrez pour sept ans avec Giscard ! Le deuxième volet du chantage du PCF, c'est celui du désistement au deuxième tour. Jusqu'il y a peu (cf. ci-dessous), Marchais et ses acolytes considéraient le désistement automatique en faveur du candidat ouvrier le mieux placé comme une vieille recette, juste bonne pour les "dogmatiques, les rabâcheurs bêlants incapables de faire preuve d'imagination créatrice et d'audace combative. Ils retardent d'une guerre et même de plusieurs. Ils ont le goût de la défaite, pas nous" (Fiterman, L'Humanité du 31. 10. 1980). L'unité ouvrière dans tout cela ? Au rebus, avec les vieilleries inutiles : "Voter pour le candidat communiste, c'est dix fois, cent fois plus efficace que de pleurer l'union disparue..." (L'Humanité du 14. 10. 1980).

L'application de cette ligne ultra-sectaire qui interdit bien évidemment au PCF de toucher les millions de travailleurs qui votent PS, allait rapidement provoquer des remous dans le parti. Mais la direction s'y était, pour ainsi dire, préparée : "Les portes du parti sont ouvertes dans les deux sens" (Georges Marchais, cité par H. Fiszbin, dans Le Monde du 11. 10. 1980). Et les exclusions allaient suivre (cf. la brèche no 249), dirigées principalement contre les militants favorables à la pétition pour l'Union dans les luttes, à ceux qui n'acceptaient pas le chantage au désistement. Dernière en date, l'exclusion du philosophe communiste Etienne Balibar, à la suite de la publication dans le Nouvel Observateur (social-démocrate) d'un article extrêmement critique sur la ligne actuelle du PCF.

Mais ces mesures bureaucratiques et administratives ne suffisent pas à faire taire l'exigence de l'unité qui se répand dans la classe ouvrière française. Georges Marchais lui-même en a donné la preuve, puisqu'il a dû, lors d'une émission de télévision, finir par déclarer qu'il voterait Mitterand au deuxième tour !

Mais il n'y a pas que dans le PCF que la volonté unitaire des travailleurs se fait sentir. Dans les deux grandes centrales syndicales (CFDT, proche du PS; CGT, dominée par le PC), les militants syndicaux sont de plus en plus nombreux à demander que leur direction respective s'engage clairement pour la victoire du candidat de gauche le mieux placé. Cette revendication s'accompagne souvent d'une critique de la tactique du "saucissonnage" des luttes, qui en l'absence de toute perspective centrale et de débouché politique, conduit au découragement et casse la combativité ouvrière.

LES SYNDICATS FACE A L'EXIGENCE DE L'UNITÉ

Dans la CGT, la direction, sous la houlette de Georges Séguy et d'Henri Krasucki, avait choisi, sans se prononcer ouvertement, de s'aligner sur le PCF. En sélectionnant ce qui dans le programme de la CGT se retrouvait également



dans les propositions du PC. Ce qui permettait alors de déclarer : "La démarche qui préconise de mettre une sourdine à nos propres objectifs pour nous en tenir à quelques grands thèmes généraux, avant, pendant et après l'élection, afin qu'aucune ressemblance, aucune convergence ne puissent apparaître entre les positions de la CGT et celles du candidat du Parti communiste français, revient à prôner la mise au frigo de notre programme, le ravalement de la CGT au rang de syndicat apolitique, tellement neutre qu'il se stériliserait lui-même." (Georges Ségué, Le Peuple du 1.1.1981).

Mais ce choix, qui ne mentionne jamais la nécessité de battre Giscard, a encore plus de mal à passer que dans le PCF. A l'initiative de 200 syndicalistes CGT des Bouches-du-Rhône (département dans lequel se trouve la ville de Marseille et le centre sidérurgique de Fos-sur-Mer), un appel a été lancé et rapidement repris dans d'autres villes et régions (Toulon, Le Havre, Chartres, Calvados, Ille-et-Vilaine). Cet appel, dit de Marseille ou du 12 février, demande que la CGT "appelle dès maintenant à un vote de classe contre Giscard : Pas une voix pour les candidats des partis gouvernementaux au premier tour - pas une voix ne doit manquer au candidat du PC ou du PS qui restera face à Giscard au second tour. Parce que la CGT est une organisation de masse, nous pensons que son rôle ne peut pas être de choisir entre PC et PS, mais doit être de pousser à l'unité de ces deux partis pour chasser Giscard et gouverner ensemble".

L'écho immédiat rencontré par ce texte dans les rangs de la CGT amena Krasucki à se lancer, lors du meeting parisien de ce syndicat, dans une incroyable tirade : "Le front uni anti-CGT et anticommuniste est un fait. Il est reconstitué. Il va des gauchistes à la droite, en passant par la CFDT et nombre de gens de gauche...". De son côté, Georges Ségué fustigeait "les pétitionnaires d'Union dans les luttes de plus en plus récupérés et manipulés ouvertement par les gauchistes" et "les éléments qui, pour le compte de leur parti, s'organisent en tendance et se livrent à une activité de sape au sein même de la CGT".

Il en faudra toutefois beaucoup plus que ces dénonciations rageuses pour bloquer le courant unitaire dans la CGT. Car les travailleurs ressentent fort bien que le problème de l'heure, c'est d'abord de chasser Giscard et de renforcer l'unité de leurs rangs.

La CFDT avait considéré d'abord que l'élection présidentielle n'était pas si importante, que son enjeu n'était pas si évident. Forcé par les événements, son dirigeant principal, Edmond Maire finit toutefois par reconnaître que la CFDT souhaitait l'élection d'un président de gauche. Il est vrai que la direction de la CFDT accordait beaucoup plus d'importance aux manœuvres anticégétistes qu'à la lutte pour l'unité...

Ce qui n'a pas été du goût de tous ses militants, loin de là. Début février, la plus forte fédération syndicale de la CFDT, la fédération de la métallurgie (115 000 adhérents), tenait son congrès. A cette occasion, une opposition (majoritaire sur la question du temps de travail et réunissant près du tiers des voix sur certains amendements) s'est manifestée, en particulier chez les sidérurgistes (Lorraine, Fos-sur-Mer). Le délégué de Longwy, tirant le bilan de la bataille perdue de la sidérurgie lorraine devait dire : "Enfin, face à la situation du mouvement ouvrier, aux coups du patronat et du gouvernement, à la crise du militantisme, il faut retrouver les conditions de l'unité, car dans la sidérurgie comme ailleurs, face aux nouveaux plans de démantèlement, ne sommes-nous pas devant une impasse syndicale et politique ?".

Quelques semaines plus tard, le congrès de l'Union régionale de Basse-Normandie adoptait un appel présenté par le syndicat de la santé disant : "Nous devons clairement prendre position et appeler les travailleurs à battre Giscard et la droite en votant pour le candidat ouvrier de leur choix au premier tour et au deuxième tour pour le candidat de gauche le mieux placé". D'autres sections syndicales (télécommunications de Paris, communales du Val-de-Marne, PTT de Toulouse) allaient emboîter le pas à l'Union régionale.

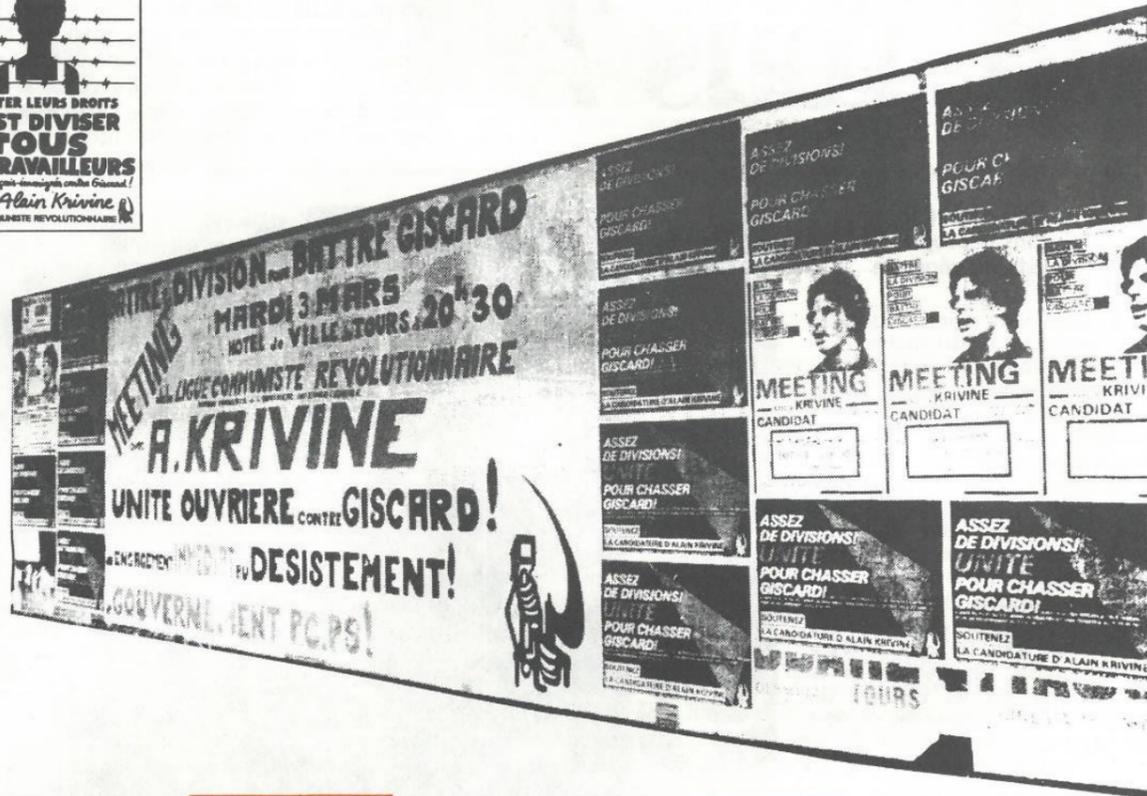
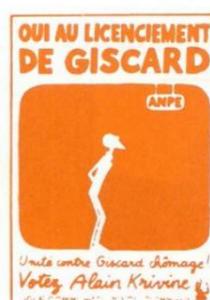
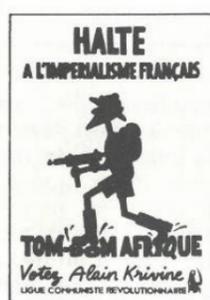
Le succès de la déclaration nationale du collectif "Union dans les luttes" ("Giscard peut et doit être battu", cf. la brèche no 241, 8.11.1980), comme l'assistance fournie des réunions locales de ce mouvement - où militants syndicaux et politiques de la CGT, de la CFDT, de la FEN, du PC, du PS, de la LCR, etc. viennent débattre des prochaines actions unitaires et de la poursuite de la lutte - témoignent de l'ampleur de masse et de la profondeur du courant unitaire dans la classe ouvrière française.

C'est au cœur de cette aspiration que nos camarades de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale) ont inscrit leur pré-campagne électorale.

LA LCR DANS LA BATAILLE

Près d'une centaine de meetings et de prises de parole devant les entreprises auront été faits par notre camarade Alain Krivine durant ces dernières semaines.

Un premier bilan de cet effort remarquable mettrait sans aucun doute en évidence à la fois l'écho des propositions de la LCR (pour chasser Giscard, pour le désistement, pour un gouvernement PC-PS) et en même temps la qualité nouvelle des assemblées et des débats. Aujourd'hui ce sont, par milliers, d'abord des travailleurs, des militants syndicalistes, qui viennent aux meetings de la LCR et qui, souvent pour la première fois depuis des mois, débattent d'une action commune pour battre la droite et s'assurer les fruits de cette victoire.



Cette pré-campagne culminera dans la fête-rassemblement pour l'unité ouvrière contre Giscard des 11 et 12 avril à la Porte de Pantin à Paris.

Le succès de l'action de la LCR explique peut-être les réactions antidémocratiques et sectaires des directions du PS et du PC, qui en demandant à leurs élus de ne pas accorder les signatures de parrainage nécessaires à la candidature d'Alain Krivine (cf. la brèche no 250, 21.3.1981) cherchent à faire taire cette voix qui proclame haut et fort que Giscard peut et doit être battu et que l'unité ouvrière y parviendra. Si tel était le cas, il n'y aurait pas de

pire aveu de leur volonté de ne pas en découdre avec le pouvoir de Giscard et des patrons.

Eric Peter

1) Et c'est le candidat que l'OCI (Organisation communiste internationaliste) a choisi de soutenir - à l'exclusion des autres candidats ouvriers - dès le premier tour! Rappelons qu'en juin 1980, l'OCI s'adressait à la LCR pour qu'Alain Krivine soit le candidat commun des deux organisations; en septembre, l'OCI s'engage dans une campagne "pour un candidat unique du PS et du PC" - Krivine était alors un "candidat de division". En mars 1981, Krivine redevient un candidat commun possible... Quinze jours plus tard, l'OCI appelle à voter Mitterrand dès le premier tour.

"LA BANDE DES QUATRE" FAIT JOUJOU AVEC LES PETITS CANDIDATS

S'il y a eu un point commun entre les quatre grands partis français (l'UDF giscardienne, le RPR de Chirac, le PS et le PCF), c'était bien de ne pas permettre l'expression des petites formations politiques et de leur candidat, à leurs yeux "pas sérieux". Utilisant la clause des 500 signatures (pour participer à l'élection, un candidat doit pouvoir compter sur 500 signatures de parrainage d'élus répartis dans 30 départements au moins), ils espéraient bien réaliser le vœu du ministre de l'Intérieur : "Krivine, pas plus qu'Arlette Laguiller ou Marie-France Garaud, ne passera la barre".

Puis les giscardiens se sont aperçus qu'en "parrainant" le candidat écologiste Brice Lalonde, ils pouvaient espérer ôter des voix à Mitterrand. Les socialistes, de leur côté, semblent bien avoir eu quelques faveurs pour Marie-France Garaud (gaulliste indépendante, anti-communiste de choc) en vue d'affaiblir la droite...

Tous ces gens-là sont bien évidemment prêts à jurer, le cœur sur la main, qu'ils n'ont jamais cédé aux "démons de la politique politicienne" et que seule la défense des grands principes de la démocratie fonde leur action...

AU 1^{er} TOUR VOTEZ CONTRE GISCARD SANS VOTER POUR LES DIVISEURS
Votez Alain Krivine
LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Femmes et armée :

Garde-à-vous ?

La situation de la femme dans le projet de défense générale

La possibilité d'une politisation des femmes et le fait déjà évident que des milliers de femmes refusent aujourd'hui d'être confinées dans leur rôle de "fées du foyer" amènent la bourgeoisie à se poser la question d'une prise en main militaire des femmes aussi. Il est particulièrement typique de voir que, dans toutes les hypothèses d'intégration avancées par le rapport Weitzel, les femmes sont toujours éloignées des centres de décision militaires et du service des armes. Sous le prétexte d'apprendre aussi aux femmes à se défendre, toutes les variantes les intègrent de fait dans les services de l'arrière.

Leurs tâches résideraient alors dans l'établissement des liaisons, dans les soins aux blessés et aux malades, dans l'entretien et le nettoyage, etc. Elles se limiteraient donc aux fonctions que les femmes remplissent déjà normalement dans la société civile bourgeoise. Alfred Wyser, responsable de l'Office central de la défense générale précisait bien que "Pour la femme, pour son rôle dans la société, le service des armes est vraiment absurde".

Bien sûr, l'incorporation massive des femmes dans l'armée n'est pas pour demain, car elle pose d'énormes problèmes d'organisation et de ressources financières. Ainsi, l'encadrement de l'armée devrait pratiquement doubler, alors qu'une série d'équipements sociaux devraient être développés afin de prendre en charge les tâches des femmes au service militaire. En outre, le rôle traditionnel des femmes en serait certainement ébranlé.

Cela ne doit cependant nullement empêcher le mouvement ouvrier et le mouvement des femmes de répondre dès maintenant à cette volonté de militarisation des femmes. Le mouvement ouvrier réformiste — PSS, directions syndicales, POCH, PdT — a rejeté le rapport Weitzel, bien qu'il ne repousse pas, au niveau des principes, le cadre de la défense générale. Ce rejet ne va donc pas très loin, puisqu'il ne remet pas en cause cette approbation de la défense nationale. Les réformistes, les pacifistes et certaines féministes radicales ont exprimé leur opposition à cette militarisation par la formule générale "Aucun casque ne mettra au pas les femmes" ("Wir Frauen passen unter keinen Helm"). Mais le pacifisme de la formule la rend incomplète : car les hommes non plus ne sont pas nés casqués. Et leur mise au pas nécessite au moins, lorsqu'elle réussit, quatre longs mois d'abrutissement. Du reste combien sont-ils aujourd'hui à protester ouvertement contre l'arbitraire de la hiérarchie militaire, contre le nouveau règlement de service, par exemple ? Des mil-



liers, voire des dizaines de milliers et non pas uniquement quelques révolutionnaires. Faire croire que les hommes seraient par nature guerriers ou partisans déclarés de la défense nationale capitaliste (comme lorsque l'on affirme : "Les guerres ne sont pas des catastrophes naturelles, mais sont le fait des hommes" : tract des POCH pour le 8 mars) est non seulement faux mais reste bien trop superficiel pour sérieusement mettre le bâton dans les roues du militarisme bourgeois.

Empêcher la bourgeoisie de développer une armée de guerre civile

Notre but prioritaire est d'éviter que la bourgeoisie puisse disposer d'une armée prête en tout temps à être engagée efficacement contre les masses, instrument d'encadrement autoritaire et d'endoctrinement idéologique de la population laborieuse.

Sur cette base, nous nous opposons à toute tentative de mise en place d'une armée de métier. Mais nous allons plus loin et nous demandons la participation de tous — et surtout des forces les plus actives du mouvement ouvrier — à l'armée. Car, en cas de conflit, ce serait le seul moyen d'empêcher que l'armée puisse être engagée contre ses frères — et ses sœurs — de classe.

Dans ce sens, nous nous enga-

geons dès aujourd'hui pour la défense des droits démocratiques des soldats — qui rendent aussi plus difficile la mainmise militariste — contre l'organisation militaire de la population et l'encasernement. L'instruction aux armes, l'instruction sanitaire, etc., doivent être données là où l'on habite, durant le temps de travail, les soldats vivant et dormant chez eux. Naturellement, nous défendons le droit au refus de servir, mais nous considérons comme illusoire de croire qu'en refusant de servir l'on puisse abattre le militarisme d'un seul coup.

Cette position est celle que nous défendons aussi dans le cas de la militarisation des femmes; évidemment nous n'exigeons pas d'elles qu'elles accomplissent ce que nous rejetons pour les hommes. Nous refusons donc la soumission des femmes à la hiérarchie militaire, à l'encasernement et même à une simple propagande militaire plus soutenue. Mais nous demandons que les femmes aient le droit d'apprendre le maniement des armes. La division du travail entre hommes et femmes doit aussi disparaître à ce niveau. Et il serait aussi envisageable d'exiger que les femmes puissent aujourd'hui déjà faire du service, comme les hommes — à condition qu'elles le désirent bien sûr. Ce qui implique non seulement d'obtenir au préalable les équipements sociaux nécessaires, mais aussi d'engager dès maintenant une lutte contre tous les aspects du martèlement sexiste

(voir encart) auquel se livre la hiérarchie militaire. Les soldats ne sont pas les derniers concernés par cette bataille.

Karl Brunner — Eric Peter

On connaît le culte de la virilité guerrière que la hiérarchie militaire affectionne ("je veux des hommes qui gicent et des femmes qui se donnent", quel soldat n'a-t-il pas entendu cette antienne ?). On sait maintenant qu'il peut aller jusqu'au paroxysme. L'OFRA (Organisation pour la cause de la femme) a en effet révélé que des officiers d'une compagnie de troupes de forteresse s'exerçaient au tir, depuis dix ans au moins, en utilisant comme cibles des photos de femmes nues où les diverses parties du corps (seins, vagin, etc.) possédaient des valeurs différentes. Aboutissement logique de toute l'éducation sexiste de l'armée, cet exemple montre non seulement que les officiers responsables de l'instruction de "notre belle jeunesse" possèdent quelquefois une belle dose de névrose sexuelle, mais aussi le chemin à parcourir pour extirper les comportements phalocratiques de cette "grande école de la nation". L'OFRA, qui a dénoncé salutairement ce cas, a déposé à juste titre une double plainte (civile et pénale) devant les tribunaux.



Référendum contre les dépenses militaires

Le PSS se trahit lui-même

Lors de son congrès du 29/30 novembre 1980, le Parti socialiste suisse (PSS) a pris la décision de lancer une initiative demandant l'introduction d'un référendum facultatif en matière de crédits d'armement. Il s'agissait là d'une idée qui avait, depuis un certain temps déjà, été élaborée dans une communauté de travail regroupant des militants venant de la gauche du PS, du courant pacifiste, du PSO et des POCH. Cette communauté avait décidé d'attendre le congrès du PSS avant de prendre la décision de lancer l'initiative, dans l'espoir de pouvoir constituer un front de la gauche sur cette question. Il a fallu vite déchanter car le PSS a refusé toute démarche unitaire. Ce refus résultait sans aucun doute de la crainte du PSS de se voir taxé d'"anti-militariste" et d'"extrémiste" par la droite. Les protestations de la communauté de travail restèrent sans effet.

Et voici que la question revient sur le tapis. L'introduction d'un tel référendum était en effet à l'ordre du jour du Conseil national lors de la session de ce printemps. Le conseiller national Herzog (POCH) avait en effet déposé une initiative individuelle demandant un référendum en matière de crédits militaires, donc identique à l'initiative populaire décidée par le PSS. Cette initiative a été refusée par 126 voix contre 22. Sur ces 22 voix, 7 venaient du groupe POCH/PSA/PST, 1 d'un sans fraction et 14 du PSS. C'est-à-dire que plus de la moitié de la fraction parlementaire du PSS a refusé la motion ou s'est abstenue. Ainsi, le PSS prend la décision de lancer une initiative (vraisemblablement ce sera pour septembre 1981) et, en réalité, ne fait rien pour faire avancer l'idée là où les décisions en matière de crédits d'armements sont prises — soit au parlement. Plus significatif encore, le PSS (c'est-à-dire la majorité de sa fraction parlementaire) refuse toute démarche unitaire avec d'autres courants du mouvement ouvrier sur une revendication importante pour les travailleurs, quand on connaît l'appétit militariste de la bourgeoisie ! Peut-on vraiment croire à la volonté du PSS de mener une campagne claire, garantissant la récolte des 100 000 signatures, alors que d'entrée de cause il montre son rejet de tout débat offensif ? Il y a là matière à réflexion pour tous ceux qui à l'intérieur du PS veulent une autre politique, une riposte offensive aux attaques aux acquis sociaux des travailleurs. L'existence d'un front unitaire de la gauche pour lancer l'initiative aurait été une bonne garantie pour résister aux pressions militaristes des partis bourgeois et pour que l'initiative arrive à bon port et devienne une solution de rechange à la volonté de démantèlement des acquis sociaux de la bourgeoisie. A bon entendeur salut !

A.M.

Non-qualifiées et mal payées

La majorité des immigrantes est professionnellement active : officiellement, le 61 o/o (ce chiffre ne tient cependant pas compte des femmes qui travaillent sans avoir de permis de travail et sont ainsi livrées à l'arbitraire patronal le plus total). Ce sont surtout des femmes mariées qui travaillent — dans une proportion bien plus élevée que les femmes suisses²⁾ — en premier lieu pour compenser les bas salaires de leur mari. Toutefois cette activité professionnelle ne leur permet pas d'améliorer de beaucoup leur propre situation. Car les immigrées représentent bien la partie la plus exploitée de la classe ouvrière en Suisse.

Si le marché du travail n'est pas le même pour les Suisses et les travailleurs étrangers, il existe encore une division supplémentaire entre les femmes et les hommes immigrés. Les travailleuses immigrées sont majoritairement réparties dans quelques branches (voir le tableau ci-dessous) dans lesquelles :

- travaillent surtout des non-qualifiées (91 o/o dans l'industrie textile par exemple, 87 o/o dans l'industrie horlogère) et où les possibilités de formation n'existent presque pas;
- les salaires sont très bas : parmi les immigrées italiennes interrogées en 1977 par K. Ley, 43 o/o gagnaient moins de 1 400 francs par mois, 95 o/o moins de 2 300 francs;
- les conditions de travail sont très dures : long temps de travail, travail aux pièces et en équipes, travaux lourds, salissants et bruyants, etc.

A ces charges s'ajoutent encore pour beaucoup le ménage et l'éducation des enfants. On peut estimer que les 2/3 des mères immigrées en Suisse mènent de front leur ménage et un travail extérieur. La double journée de ces femmes est encore rendue plus pénible par le fait qu'elles doivent vivre généralement dans des logements trop petits, en mauvais état, situés dans des quartiers bruyants. Le placement des enfants durant le travail représente une difficulté supplémentaire pour les immigrées. Une famille immigrée sur dix environ a laissé au moins un enfant auprès de parents dans son pays d'origine.

Les immigrées sans occupation professionnelle sont moins surchargées, mais souffrent d'autant plus de leur isolement, qui est souvent extrême. Un tiers des femmes interrogées par K. Ley n'a des contacts qu'avec sa parenté...

Une fois de plus discriminées

Comme les hommes, les femmes immigrées ont une situation plus ou moins désavantageuse selon le type de permis dont elles disposent. Les divers statuts leur infligent cependant des discriminations supplémentaires, surtout pour les saisonnières ou les travailleuses à l'année :

Travailleuses à l'année : la femme et les enfants d'un détenteur d'un permis annuel peuvent le re-

Dans la discussion sur l'immigration, une catégorie a été durant longtemps pratiquement ignorée : celle des 300 000 femmes immigrées environ qui vivent dans ce pays et, pour la plupart, y travaillent. Ce n'est que ces dernières années qu'il a été possible — le plus souvent grâce à leurs efforts — d'attirer l'attention sur leurs problèmes particuliers¹⁾. Et ils sont nombreux.

Etre immigrée en Suisse



ment rejeté, au niveau national, l'initiative "Etre solidaires", dont l'acceptation entraînerait pourtant quelques améliorations pour les immigrées et leurs enfants.

Sarah

1) En 1974, une réunion de femmes immigrées et suisses élaborera le "Manifesto delle donne emigrate", dans lequel elles décrivent leur situation et avancent des revendications; à Zurich, le premier office de consultation pour les femmes immigrées (Consultorio donne in emigrazione - Condiem) fut ouvert en 1977; il y a deux ans paraissait l'enquête sociologique de Katharina Ley sur les immigrées italiennes ("Frauen in der Emigration", Huber, 1979). Ici et là les immigrantes ont commencé à se regrouper pour traiter collectivement de leurs problèmes, comme par exemple à Bienne, dans la "Lega delle Donne Emigrate".

2) Le taux d'activité professionnelle des immigrées mariées se situe entre 57 et 63 o/o pour les femmes âgées de 25 à 44 ans; pour les femmes suisses du même âge, il varie entre 26 et 32 o/o.

joindre au plus tôt dès qu'il a travaillé 15 mois en Suisse (pour les cadres, le délai est ramené à 6 mois !). Une femme qui est venue avec sa famille et qui veut travailler a besoin d'une nouvelle autorisation

(et tombe ainsi sous le coup des mesures de contingentement). Pour une travailleuse à l'année qui vient en Suisse avant son mari, il n'y a aucun droit au regroupement familial : son mari sera traité comme chaque nouvel arrivant. Si elle accouche en Suisse, son enfant sera inclus dans le permis annuel, pour autant qu'elle puisse s'en occuper elle-même — sinon l'enfant et la mère doivent quitter la Suisse.

La situation des saisonnières est la pire. Il y en a 15 000 en Suisse. La femme d'un saisonnier ne peut pas venir en Suisse si elle n'obtient pas elle-même un permis saisonnier. Si elle a des enfants mineurs, elle ne l'obtiendra en aucun cas, même si elle ne veut pas emmener ses enfants avec elle. Ces mesures n'ont pas pour fondement le souci du bien-être de ces enfants, mais bien la peur devant le scandale des enfants "illégaux", qui vivent ici sans autorisation, dissimulés par leurs parents dans les appartements, et

qui ne peuvent ni aller à l'école, ni jouer dans la rue. On estime qu'il y a 15 000 enfants "illégaux" en Suisse !

Lorsqu'une saisonnière est enceinte, il lui reste trois "possibilités" : soit elle met l'enfant au monde en Suisse, est expulsée après deux mois et n'a plus aucune chance de retrouver une autorisation; ou bien elle accouche à l'étranger — pour dissimuler l'existence de son enfant — et tente d'obtenir à nouveau une autorisation en amenant éventuellement illégalement son enfant; ou alors, elle recourt à l'avortement.

Les patrons et leurs partis ne sont absolument pas gênés par cette situation scandaleuse; ils ont besoin de force de travail et de rien d'autre. Et le Parti démocrate-chrétien, qui s'était fait le défenseur attitré du bonheur familial et des enfants dans sa lutte contre le droit à l'avortement, montre une nouvelle fois ce qu'il entend par là : le PDC a claire-

Sur les 309 000 immigrées* en Suisse

- 5 o/o sont au bénéfice d'un permis de saisonnier, 23 o/o ont un permis annuel et 72 o/o un permis d'établissement;
- 60 o/o environ sont mariées;
- les 2/3 proviennent de l'Italie, de l'Espagne, de la Yougoslavie et de la Turquie.
- 190 000* (61 o/o) sont professionnellement actives. Parmi elles,
 - 42,1 o/o travaillent dans l'industrie et l'artisanat, 57,2 o/o dans les services et 0,7 o/o dans l'agriculture;
 - la majorité travaille à plein temps (1970 : 87,4 o/o; le 33 o/o des travailleuses suisses a un emploi à temps partiel);
 - un quart (dans l'industrie) travaille en équipe, un cinquième à la chaîne et aux pièces.

* sans les 36 929 frontaliers.

Branche industrielle	Immigrées employées (1979/1980)*	Salaire horaire moyen des travailleuses
Total de toutes les branches	255 255	8,73 francs
Industrie textile	11 609	9,05 francs
Vêtements, lingerie chaussures	20 203	8,31 francs
Métallurgie	6 287	8,88 francs
Machines, appareils	19 878	8,88 francs
Horlogerie	7 933	9,06 francs
Commerce	21 866	8,78 francs
Tourisme	31 031	—
Santé, soins du corps	29 630	—

* y compris 36 929 frontaliers

L'annonce d'une nouvelle loi antiterroriste, l'envoi de troupes au Pays basque pour lutter contre l'ETA, la décision de mettre en place, d'urgence, les instruments législatifs permettant de décréter l'état d'exception, telles sont, coup sur coup, les mesures que vient de prendre le gouvernement espagnol, un mois à peine après la tentative manquée de coup d'Etat. Sous le couvert de la lutte contre le terrorisme de l'ETA, le roi et Calvo Sotelo (chef du gouvernement, UCD) reprennent à leur compte l'attaque systématique aux droits démocratiques des travailleurs, visée par les putschistes, tout en bénéficiant d'un large "consensus national", c'est-à-dire de la passivité ou de l'appui de la majorité des organisations du mouvement ouvrier.

C'est par un communiqué exprimant "l'appui du peuple de Navarre aux Forces Armées qui vont maintenir la sérénité sous l'autorité de sa majesté le Roi et en accord avec l'ordre constitutionnel"¹⁾ que les 50 000 manifestants rassemblés à Pampelune contre le terrorisme de l'ETA ont salué l'occupation militaire de l'Euskadi. Ce rassemblement était appelé par l'UCD, le PSOE, l'UPN, le PNV, le Parti Carliste, le PCE, l'UGT, l'USO, les CCOO et l'UAGN²⁾. Les espoirs de Calvo Sotelo qui, ce même 25 mars, exhortait le gouvernement basque à "couvrir politiquement les mesures antiterroristes adoptées par le gouvernement et à faire en sorte qu'elles soient assumées par le peuple basque"³⁾ ne seront donc pas déçus.

200 terroristes par jour ?

Certes, on comprend le rejet, de la part de très larges couches de travailleurs, de la politique irresponsable et sans issue de l'ETA militaire. On comprend moins, cependant, que les partis ouvriers et les syndicats majoritaires acceptent que cette politique serve de prétexte au gouvernement pour une accentuation de la répression contre l'ensemble du mouvement ouvrier. On aurait tort de croire, en effet, que la législation d'exception ne vise que les militants de l'ETA militaire. Déjà, au début de 1979, le quoti-

dien basque EGIN faisait état de 200 arrestations par jour en moyenne. En 1980, au Pays basque, plus de 2 140 personnes sont passées par le commissariat⁴⁾. Dans la majorité des cas, elles ont été libérées sans aucune charge, au bout de quelques jours. Elles dénoncent presque toutes des tortures physiques et psychiques et des mauvais traitements. Ces arrestations massives et indiscriminées sont destinées non seulement à intimider les travailleurs mais aussi à tirer le maximum de renseignements des militants et à compléter les fichiers légués par le franquisme. De plus, de nombreux assassinats de manifestants et de militants ouvriers, nationalistes, antinucléaires, résultent de la présence policière massive en Euskadi (Pays basque).

Les fruits du coup d'Etat

En associant directement des troupes à l'action de la police en Euskadi, le gouvernement a satisfait un des principaux objectifs de la hiérarchie militaire. On admet désormais l'idée que l'armée a un rôle actif à jouer dans les tâches du "maintien de l'ordre" et de la "lutte contre l'ennemi intérieur". Forte des concessions obtenues du roi à la suite du coup de force du 23 février (libération de la plupart des gardes civils insurgés et des tortionnaires d'Arregui), l'armée est



Etat espagnol :
Les droits démocratiques en péril

aujourd'hui à l'offensive. En témoignent notamment l'exaltation de Tejero (lieutenant-colonel qui dirigea l'occupation du Parlement) dans les casernes et le recours des officiers putschistes contre leur inculpation. L'armée franquiste va donc exploiter dans l'immédiat le changement de situation en sa faveur (voir la brèche no 250 du 21 mars 1981), les bonnes dispositions

du roi, la désorganisation et la confusion dans les rangs ouvriers, tout en ne négligeant pas la préparation d'un nouveau coup d'Etat, si le besoin s'en fait sentir. C'est ainsi qu'un bulletin en faveur du putschisme a été distribué récemment aux militaires, attaquant le roi et proclamant que la conspiration se poursuit...⁵⁾

Eva Lamas

QUELLE SOLIDARITÉ ?

La lutte pour la défense des droits démocratiques bafoués ne peut passer par la défense des institutions de l'Etat bourgeois. Elle implique au contraire le maintien de l'indépendance politique des travailleurs et donc l'abandon du slogan "Pour la liberté, la démocratie et la Constitution en Espagne". Ce mot d'ordre a été celui du meeting organisé le 25 mars à Genève par le PCE, le PSOE, l'OCE (BR), les CCOO, l'UGT et plusieurs associations populaires de l'immigration, et soutenu par le PSI, le PCI, le PdT, les POCH et les CLI. Crie par des centaines de milliers de travailleurs dans les gigantesques manifestations du 27 février en Espagne, il n'a cependant pas empêché la police de réprimer violemment les rassemblements de l'extrême-gauche (MCE, CNT et nos camarades de la LCR) qui avançaient la perspective de la mobilisation indépendante des travailleurs pour faire échec au putschisme et liquider l'héritage du franquisme. Reprendre de telles consignes n'aide en rien les travailleurs de l'Etat espagnol dans leur lutte pour conserver les libertés de manifestation, d'organisation et d'expression, de plus en plus menacées.

E. L.

- 1) El Pais, 26 mars 1981.
- 2) UCD : Union démocratique du centre; PSOE : Parti socialiste ouvrier espagnol; UPN : Union du peuple de Navarre; PNV : Parti nationaliste basque; PCE : Parti communiste espagnol; UGT : centrale syndicale proche du PSOE; CCOO : centrale syndicale proche du PCE; UAGN : Union des agriculteurs et éleveurs de Navarre.
- 3) El Pais, 26 mars 1981.
- 4) D'après le Dossier sur la répression en Euskadi réalisé par les "Gestoras pro-Amnistia", fin 1980.
- 5) El Pais, 24 mars 1981.

Italie : Avec l'aide du pape et du FMI

Le patronat à la charge !

Le gouvernement annonce un plan d'austérité draconien — les ministres du Marché Commun ne croient pas les Italiens capables de l'appliquer — le PCI clame qu'il se battra, demande la démission du gouvernement, mais ne propose aucune mesure de lutte ni un plan alternatif à l'austérité — PCI, PSI et syndicats prêts à limiter volontairement l'usage de la grève — le patronat italien mène la charge contre les salaires, les emplois, l'échelle mobile.

Rien ne symbolise mieux l'imbroglie italien actuel que la visite du pape à Terni. Pour la fête de Saint-Joseph, "patron" (!) des travailleurs, le pape polonais Wojtyla se rend dans les aciéries de Terni pour "discuter avec les ouvriers des problèmes du travail". Le pape aura-t-il réussi à consoler les 6 500 travailleurs, dont 1 500 d'entre eux sont menacés de licenciement, et qui tous, n'ont touché que le 70 o/o de leur salaire en février ? Il n'aura en tout cas pas empêché que le lendemain, le 20 mars, plus de cent mille ouvriers de la sidérurgie observent une grève de 8 heures. Mais surtout : pendant que le pape expliquait au Conseil de fabrique de Terni "qu'en tant que représentant de l'Eglise il dit oui à la lutte pour la justice, mais recommande de veiller à ce qu'elle ne devienne pas une lutte contre des personnes et des groupes"¹⁾ un cortège se préparait au Vatican... 1 500 employés du Vatican, organisés en syndicat, décidaient de descendre dans la rue au début d'avril pour demander d'être mieux payés ! "Aujourd'hui nous changeons de musique et nous descendons dans la rue comme tous les autres travailleurs", déclaraient-ils.

L'appétit de la Confindustria

Fort de ses succès à la Fiat, Montedison, et dans bien d'autres des plus grandes entreprises, le patronat italien brandit la cravache — même si des luttes, en partie "sauvages"²⁾ dans le secteur public, viennent assombrir l'horizon patronal. Ses rangs resserrés, en passe de faire admettre pour longtemps son "droit" inaliénable de mettre l'ouvrier à la porte comme bon lui semble, la Confindustria³⁾ n'entend pas s'arrêter en si bon chemin. Selon le gratin de cette association réuni à Rome le 18 mars, le chômage élevé en Italie est de la responsabilité... des syndicats. Plusieurs patrons influents ont annoncé leur intention de découper le salaire en tranches, dont certaines ne seraient plus que des primes liées aux "prestations" et à la "présence" de l'ouvrier à son poste de travail. Déjà l'Alfa Roméo a fait passer un accord dans ce sens, en dépit des protestations d'une partie de la base, notamment à l'AlfaSud. Enfin, le patronat s'est promis, après la sécurité de l'emploi, de démolir la seconde des grandes conquêtes ouvrières de l'automne chaud de 69 : l'échelle mobile automatique des salaires.

C'est exactement ce que le FMI⁴⁾ conseille de faire au gouvernement et à la bourgeoisie italienne. Le FMI, en la personne d'Alan Whitton, estime que "l'Italie risque gros, si elle ne modifie pas d'urgence les mécanismes d'indexation des salaires, l'augmentation des dépenses publiques, l'expansion de la consommation privée au détriment des investissements"⁵⁾. Whitton reproche aux dirigeants italiens d'être encore en retard sur les autres capitalistes européens qui, eux, seraient mieux placés pour faire remonter les profits, ou, comme dit le rapport du FMI en termes plus voilés pour "contenir la demande interne (= le pouvoir d'achat de la population salariée), promouvoir en même temps un transfert de ressources de la consommation vers les investissements (= moins de salaires, plus de profits, donc de capitaux) et tenter d'éliminer les obstacles internes à une augmentation de la productivité (= mettre les syndicats et surtout les conseils de fabrique à genoux)". On ne peut résumer mieux ce "plan" de prétendue lutte contre l'inflation, en réalité plan d'appauvrissement et d'affaiblissement de la classe ouvrière italienne.

Un gouvernement trop appliqué

Trop zélé sans doute dans l'application de ces mesures, le gouvernement du démocrate-chrétien Forlani (avec participation socialiste notamment) annonçait avec

fracas le dimanche 22 mars une série de mesures économiques et financières d'austérité draconienne.

Elles allaient de la dévaluation de la Lire à une série de coupes sombres dans les dépenses publiques, en passant par le renvoi aux calendes grecques de toutes les revendications des employés du secteur public. Signifiant également un resserrement du crédit aux petites et moyennes entreprises, le plan ne semble pas être accueilli avec l'enthousiasme prévu, même du côté de la bourgeoisie. Il n'est donc pas certain que ce programme d'austérité sur le dos des travailleurs sans précédent soit retenu tel quel. Mais déjà les réactions des directions du mouvement ouvrier sont significatives.

Les directions ouvrières mises à l'épreuve

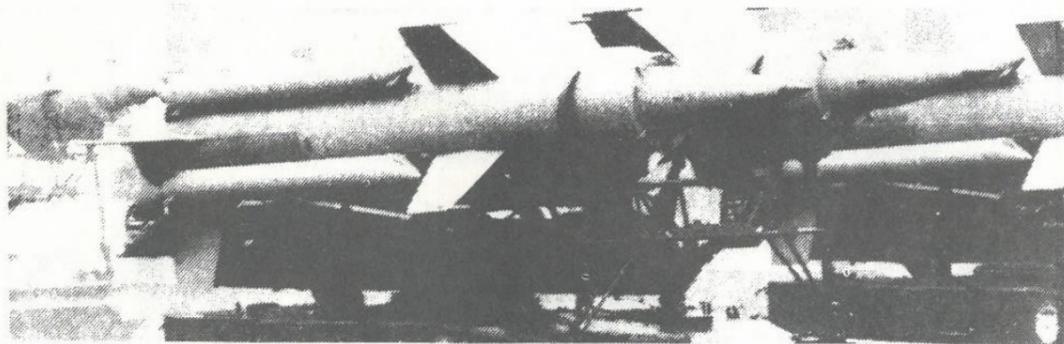
Le patronat ne peut en effet se passer de l'aval d'une partie au moins des directions ouvrières politiques et syndicales tant que la classe ouvrière n'est pas encore à genoux. Le PCI réclame la démission de Forlani, et il clame bien haut, par la bouche de Berlinguer, qu'il "fera obstacle de toutes ses forces à la moindre attaque aux droits des travailleurs et à leurs syndicats unitaires"⁶⁾. Or cet avertissement est rédigé au futur, comme si le plan présenté par le gouvernement Forlani ne constituait pas d'ores et déjà une telle attaque. La réaction des dirigeants des trois fédérations syndicales n'est

pas différente. Qu'attendent ces directions, qu'attend Berlinguer pour jeter "toutes leurs forces" dans la bataille ? Les intentions de la bourgeoisie italienne sont pourtant limpides. Sans attendre le plan d'austérité inspiré par le grand capital — sous l'étiquette FMI — la Démocratie-Chrétienne réagissait tout au long du mois de mars, ponctué comme celui de février par d'incessantes grèves tournantes du secteur public, en invitant le gouvernement à "ne plus signer de nouveaux contrats sans d'abord obtenir qu'on puisse discipliner les grèves"⁷⁾. Déjà le PCI s'annonce présent pour "discipliner" les grèves... il propose même qu'une loi intervienne au cas où des éléments "incontrôlés" réussiraient à convaincre la classe ouvrière de ne pas suivre les conseils sirupeux de cette "auto-discipline" "librement" consentie.

31 mars 1981, F. G.

- 1) Corriere della Serà, 20. 3. 1981.
- 2) C'est-à-dire en l'absence des syndicats traditionnels.
- 3) Organisation patronale faitière de l'industrie privée.
- 4) FMI : Fonds Monétaire International, organisation chargée de contrôler et d'octroyer les crédits internationaux publics. A pris depuis quelques années l'habitude de n'ouvrir les cordons de sa bourse qu'en échange d'une politique d'austérité sévère. Ses "recommandations" anti-ouvrières sont appliquées — avec les conséquences que l'on sait — au Pérou et à la Turquie en passant par la Grande-Bretagne.
- 5) Corriere della Serà, 27. 3. 1981.
- 6) Corriere della Serà, 23. 3. 1981.
- 7) Corriere della Serà, 17. 3. 1981.

Dans un des derniers numéros de la brèche (248 du 21. 2. 1981), nous avons montré comment la prétendue supériorité soviétique n'était qu'un leurre permettant à l'impérialisme de relancer la course aux armements conventionnels et atomiques. Cependant la réponse politique et militaire de la bureaucratie soviétique à cette situation est non seulement peu efficace sur le fond, mais représente un obstacle politique pour le développement du combat contre le réarmement et pour le socialisme. Les positions des Partis communistes, qui se réfèrent généralement au même cadre stratégique que le Kremlin, ne font qu'accumuler les impasses.



La bureaucratie et la course aux armements :

VICTIME ET COMPLICE

Une économie lourdement grevée

Le rôle économique de la course aux armements n'est pas le même en économie capitaliste que dans les économies du type soviétique. Alors que dans la première, le réarmement peut, à certaines conditions assurer une relance économique conjoncturelle, et procure de toutes façons des profits supplémentaires à certains groupes capitalistes souvent fort puissants, dans une économie basée sur le plan les dépenses militaires apparaissent pour ce qu'elles sont : un gigantesque gaspillage des ressources, une diminution nette des fonds à disposition de la société. La bureaucratie en est consciente, qui sait que toute dépense d'armement diminue sa capacité d'augmenter le niveau de vie des travailleurs et donc lui fait perdre encore plus de crédibilité politique. D'où ses plaintes amères, qui ne sont pas simplement celles de privilégiés désolés de ne pouvoir accroître encore leur confort personnel. Ainsi, le conseiller personnel de Leonid Brejnev, le professeur Geogij Arbatow déclarait récemment : "Mais chaque rouble que nous investissons aujourd'hui pour produire des canons ou des fusées, nous aimerions beaucoup mieux les investir dans notre agriculture, pour augmenter le niveau de vie ou dans la culture" (Der Spiegel, 23.2.1981). Cette situation avantage donc l'impérialisme, qui dispose ainsi d'un moyen de pression supplémentaire.

Il peut donc sembler paradoxal que la bureaucratie ne cherche pas à rompre radicalement avec la spirale infernale de la course aux armements et le cadre pipé des négociations internationales entre grandes puissances, qui n'a jamais été à même de bloquer les efforts militaristes des USA. Ce serait oublier cependant que la politique d'armement n'est qu'une des facettes de la politique internationale de la bureaucratie soviétique, par nature conservatrice, et qui vise prioritairement à éviter la rupture des grands équilibres internationaux, à contenir, lorsque c'est possible, les montées révolutionnaires, voire même à les refouler. Ce qui n'exclut pas les tentatives localisées de "percées" et de renforcement de ses positions.

Coexistence pacifique d'abord

Dans cette logique, la bureaucratie donne bien évidemment la priorité aux manœuvres diplomatiques et aux négociations bilatérales avec l'impérialisme, quand bien même elle en ressort, à moyen terme, perdante. Un exemple suffira à

montrer comment cette recherche permanente de compromis avec l'impérialisme va à l'encontre d'une lutte de masse contre le réarmement : alors que les méthodes actuelles de renseignement militaire permettent sans aucun doute à l'OTAN et aux Etats-Unis de connaître avec suffisamment de précision l'état réel du développement des forces soviétiques, le silence de la bureaucratie laisse les masses de l'Ouest et de l'Est parfaitement désarmées devant la propagande du Pentagone. Croyant que la caricature de "l'agresseur soviétique" bardé de divisions blindées et d'ogives nucléaires lui est utile, la place en position de force dans les négociations, la bureaucratie se tait sur le rapport de forces réel. Elle s'est tue lors de l'affaire du "missile gap", intoxication US pour justifier l'installation de nouveaux missiles intercontinentaux américains. Ce sont des sources américaines qui, une fois le coup réussi, démentent les "informations" sur l'état de l'arsenal intercontinental soviétique. Elle se tait aujourd'hui sur l'affaire des fusées SS-20, qui apparaissent pourtant de plus en plus clairement comme bien inférieures aux armes US comparables. Pire, elle aggrave encore la situation en se livrant ouvertement au chantage nucléaire auprès des pays occidentaux, ce qui est perçu comme une menace directe par les travailleurs de ces pays.

Pour elle, la mobilisation des masses populaires contre la menace impérialiste n'est au mieux qu'un instrument de pression diplomatique supplémentaire, utile dans la mesure où elle respecte le cadre de la lutte "pour la paix et l'indépendance". Cette ligne politique a toutefois déjà provoqué de beaux ravages dans le mouvement ouvrier international, en particulier en Europe.

Les PC déboussolés

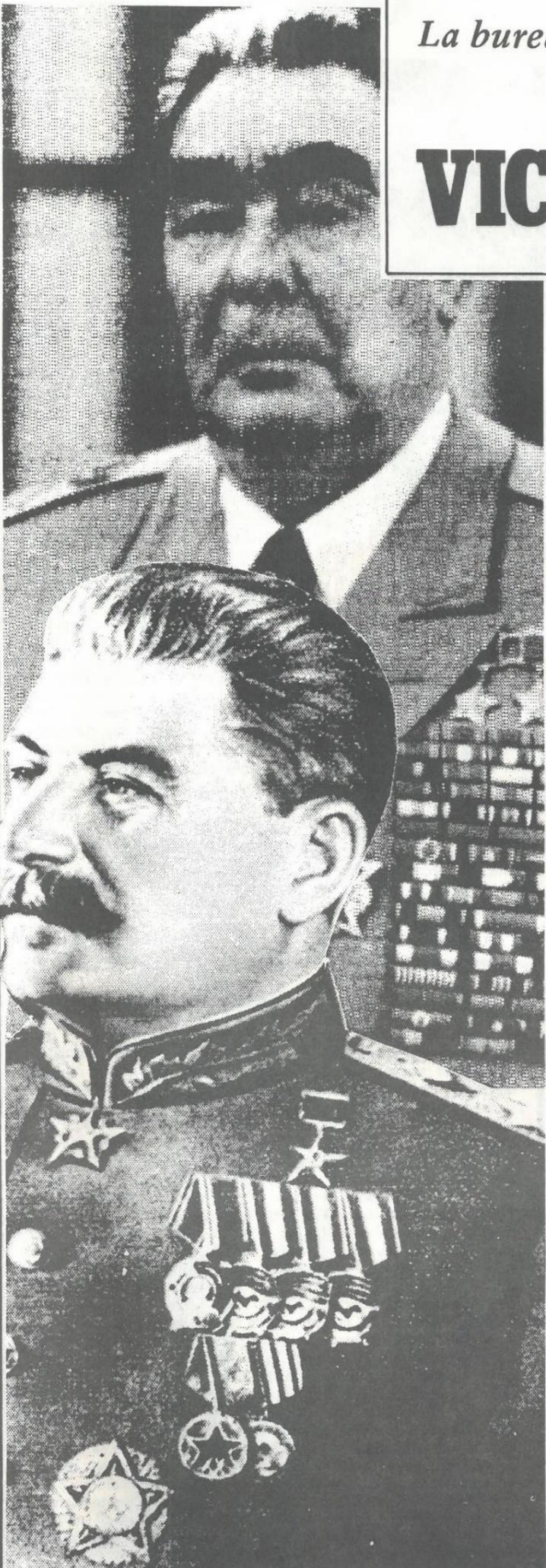
C'est en effet au nom de l'indépendance et de la souveraineté nationales que le Parti Communiste français en est venu à défendre le principe du maintien de la force de frappe nucléaire française. Il n'échappera à personne qu'il s'agit là d'une contribution décisive à la lutte pour la paix et à l'affaiblissement de l'impérialisme... Au nom de principes semblables, le Parti Communiste italien défend le maintien de l'Italie dans l'OTAN, ce pacte militaire dirigé contre les Etats non capitalistes et la classe ouvrière européenne. De même, le Parti Communiste espagnol refuse de s'associer aux manifestations contre l'OTAN.

De capitulation en capitulation, les Partis communistes en viennent

quasiment à placer leurs espoirs dans le "sens des réalités"... de l'impérialisme ! La Voix Ouvrière, l'organe du Parti Suisse du Travail, a dernièrement consacré plusieurs articles à la politique de Reagan et à la course aux armements. Dans l'un de ceux-ci, A. Duborgel y affirme carrément : "L'avenir de la paix et de l'équilibre international dépendent en partie de la capacité que le nouveau locataire de la Maison Blanche aura à prendre conscience des limites objectives de la puissance américaine dans un monde en transformation", ajoutant quelques lignes plus bas : "De toute évidence, le potentiel économique de l'Europe de la CEE (...) est le principal obstacle à l'hégémonie commerciale et politique des Etats-Unis sur l'ensemble du monde occidental" (VO, no 6, 12.2.1981). Il ne va tout de même pas jusqu'à tirer la conclusion — pourtant logique — de ce type d'analyse : puisque le principal obstacle à l'hégémonie politique de l'impérialisme réside dans le potentiel économique de l'Europe de la CEE, il faut le renforcer ! Et donc, puisque nous sommes en régime capitaliste, modérer les revendications des travailleurs...

Le Parti du Travail n'en est certes pas encore là. Mais il est toutefois assez inquiet de voir, dans un dossier entier consacré à la course aux armements, sous le titre "Ce qu'il faut démystifier", que les seuls arguments utilisés sont du genre "les crédits militaires n'aident en rien la croissance économique", "l'industrie de guerre ne permet pas de lutter contre le chômage", "les recherches militaires ne stimulent pas le progrès technique", etc. "La prise de conscience de tous les peuples (...) et leur mobilisation contre un danger de guerre accru" souhaitées par la Voix Ouvrière semblent donc, selon ce journal, passer par la transformation des militants anti-impérialistes en conseillers économiques de la bourgeoisie... C'est là un exemple typique de l'impasse politique à laquelle mène la ligne de "lutte pour la paix et l'indépendance", qui en fait de lutte contre le réarmement, ne débouche que sur le désarmement politique des travailleurs dont les intérêts, une fois encore, sont subordonnés à ceux de l'impérialisme et de la bureaucratie.

Eric Peter



De Staline à Brejnev : quelques médailles de plus et une même politique contre-révolutionnaire.

L'événement

Le matraquage de militants de Solidarność à Bydgoszcz — alors que Jaruselski vient de demander une "trêve" aux ouvriers ! — est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Derrière l'événement, ce sont toutes les résistances que l'appareil bureaucratique met depuis des mois à l'application entière des accords de Gdansk, à l'épuration des responsables corrompus et dénoncés l'un après l'autre par les travailleurs, à la reconnaissance du syndicat paysan — en un mot au droit des travailleurs de décider des choix politiques, économiques et sociaux en régime socialiste — qui expliquent la décision de Solidarność. Conscients de leur force sociale, les travailleurs polonais, qui ont montré jusqu'ici une patience remarquable pour éviter une confrontation prématurée, refusent de se faire une fois de plus flouer. Walesa l'a lui-même répondu à Rakoski (responsable des relations avec les syndicats) : "Nous avons connu tant de fois, en 1956, en 1970 et en 1976, une situation pareille. En 1980, la même chose serait arrivée si nous nous avions écoutés, vous et votre renouveau. Nous ne pouvons pas permettre que ceux qui, tant de fois, ont trompé la confiance de la classe ouvrière, restent en place. Nous ne pouvons pas permettre que la police nous batte et que ce soit cela le renouveau (...) Solidarność n'est pas antisocialiste, mais nous considérons que ce n'est pas là la légalité et nous craignons que des incidents similaires ne se produisent." (Le Monde, 28 mars 1981).

Voilà ce que l'agence Tass appelle une situation "pré-insurrectionnelle" et "des pressions politiques sur le gouvernement pour qu'il accepte des revendications de nature antisocialiste" ! Tout le monde l'aura ainsi compris (à l'exception du Parti du Travail) : la seule force contre-révolutionnaire dans cette affaire est à chercher du côté de Moscou et de ses alliés dans l'appareil du POUP !

Le "renouveau"

Le plenum du Comité Central qui a suivi la grève générale permet de mieux comprendre le profond discrédit de l'appareil bureaucratique dans la classe ouvrière polonaise. Depuis août 1980, une partie de la bureaucratie affirme sa volonté de "renouveau" pour tenter de calmer les millions de travailleurs organisés dans Solidarność. Et la force de la classe ouvrière est telle, que bien des travailleurs ont longtemps cru possible de réformer le parti, changer les responsables.

Mais le plenum du Comité Central s'est terminé sur un "match nul" entre une base ouvrière qui commence à demander des comptes dans le parti et l'appareil du parti (cadres locaux et nationaux, directement menacés par les revendications ouvrières et qui ont provoqué l'incident de Bydgoszcz) qui essaie de sauver son monopole sur les institutions étatiques et les décisions centrales. Le rapport de M. Barcikowski s'en prend à la fois à ceux qui s'opposent à la coopération avec les syndicats et aux "partisans de la contre-révolution infiltrés dans Solidarność".

Ce compromis ne fait que reporter les vrais problèmes. Car la contestation gagne aujourd'hui le parti lui-même. Après l'appel du président de l'Association des Journalistes, M. Bratkowski, membre du POUP, invitant les travailleurs à se mobiliser contre ceux qui s'opposent à Solidarność, des milliers de lettres ont été envoyées au Comité Central en faveur de la poursuite du "renouveau". Plusieurs délégués ouvriers au Comité Central se sont succédé pour exiger de punir les coupables de

La grève générale décrétée par Solidarność vendredi 27 mars en riposte aux provocations policières de Bydgoszcz a clairement montré de quel côté se situent les millions de travailleurs polonais. Pendant quatre heures, dans un ordre sans failles, la grève a été totale. "Que la loi soit la loi et la justice la justice" affichaient les banderoles à l'adresse d'un régime qui, au nom du "socialisme", s'efforce depuis six mois de faire taire les revendications ouvrières.



Actions de protestation de "Solidarność" contre le matraquage de ses militants.

Pologne :

La bureaucratie cherche l'épreuve de force

Bydgoszcz, souligner que "l'attitude de la direction n'est pas en accord avec les sentiments de la base", qu'il faut "confirmer au plus vite la validité de tous les accords" (y compris ceux avec les paysans et les étudiants), pour s'opposer à la résolution du Bureau Politique demandant aux militants du POUP de ne pas participer à la grève (décision qui n'a évidemment pas été suivie...). Un contremaître de Kielce a même noté que les ouvriers de son usine sont "majoritairement membres de Solidarność" et qu'il "ne connaît pas d'élément antisocialiste parmi eux".

Dans plusieurs villes, comme à Torun, des coordinations horizontales de membres du POUP se réunissent déjà depuis plusieurs semaines pour préparer un Congrès démocratique, développer une politique indépendante de celle de la bureaucratie. Et cette pression est devenue telle aujourd'hui que le Comité Central a dû céder sur un point important : la tenue du congrès avant le 20 juillet et l'élection libre des délégués. Après avoir reconquis leurs syndicats, les travailleurs polonais commencent à prendre en main le parti contre l'appareil bureaucratique.

Mais contrairement aux syndicats indépendants, conquis par la lutte de l'été dernier, la "reconquête" du parti ne peut que conduire à son éclatement. "Réformer le POUP", qui s'identifie lui-même à l'appareil d'Etat, n'est en effet rien d'autre qu'épurer la caste des officiers, démettre les responsables de la police, changer

les directeurs d'entreprise et les responsables du Plan, remplacer le gouvernement par des délégués ouvriers élus et contrôlés par les travailleurs ! Cela, la bureaucratie ne peut l'accepter, et c'est pourquoi elle cherche l'épreuve de force : manoeuvres du Pacte de Varsovie, provocations policières, affirmation de la tendance "dure" du POUP regroupée derrière Olszowski.

La crise économique

La crise du parti ne fait donc qu'approfondir le fossé entre la bureaucratie et la classe ouvrière, préparant une confrontation plus décisive encore. On se souvient que l'URSS est intervenue à Prague juste avant le XIV^e Congrès du PC tchécoslovaque qui devait, lui aussi, consacrer le "renouveau" du Printemps de Prague. Nul doute que Brejnev et consorts y recourront à nouveau s'ils ne leur reste que cette carte.

Dans l'immédiat toutefois, ils en jouent une autre : celle de la crise économique. Personne ne peut évidemment nier que l'économie polonaise soit au bord de la faillite. Mais les travailleurs n'en sont pas responsables et l'ont clairement affirmé jusqu'ici. Ces dernières semaines, les magasins se vident. Personne n'en est dupe : en 1970, la révolte ouvrière avait vidé des locaux du POUP remplis de viande destinée à l'exportation alors que le gouvernement prétendait ne plus en avoir et en haussait le prix. De même aujourd'hui, les

travailleurs savent que les autorités n'hésitent pas à cacher des réserves pour créer la panique et obtenir un recul des revendications ouvrières.

L'arme est pourtant à double tranchant. Car elle stimule les me-

sures de contrôle ouvrier, déjà entamées dans plusieurs entreprises et régions, pour riposter aux manoeuvres bureaucratiques. Elle montre surtout que sans réorganisation de la planification, décidée et contrôlée par les travailleurs eux-mêmes, il est impossible de sortir de la crise économique actuelle. Sur ce terrain également, la marge de manoeuvre de la bureaucratie est étroite, car la désorganisation de la production met toujours plus en évidence la nécessité, pour les travailleurs, de prendre en mains eux-mêmes la gestion du pays pour le sortir de l'impasse. C'est d'ailleurs de ces questions que débattent les "universités ouvrières" impulsées par Solidarité et les "clubs de discussion" qui se multiplient dans le pays.

Solidarité avec Solidarność !

Sur tous les plans, l'épreuve de force avec la bureaucratie se rapproche. Les dirigeants de Solidarność l'ont compris en décidant de placer les MKZ dans les entreprises, sous la protection des travailleurs. Si Brejnev veut intervenir, il saura qu'il ne devra pas seulement réprimer la classe ouvrière polonaise, organisée par millions en syndicats indépendants ; il devra aussi faire tirer sur les usines pour en déloger les ouvriers, montrant ainsi le véritable caractère de son régime !

Le compromis de ce week-end ne doit pas faire illusion : les travailleurs polonais ont besoin, sans délai, de la solidarité de tout le mouvement ouvrier international. Non pas un soutien de principe simplement — comme le font le PS et les syndicats — mais une solidarité active pour que les travailleurs polonais puissent sortir victorieux de ces épreuves en imposant la seule solution à la crise actuelle : un régime socialiste fondé sur le pouvoir effectif et démocratique des travailleurs, épuré de sa gangrène bureaucratique. Par son combat jusqu'ici, par sa capacité d'organiser l'essentiel de la classe ouvrière polonaise et de débattre démocratiquement et publiquement des orientations à prendre, y compris les plus difficiles, Solidarność a déjà montré que cette solution est possible.

M. Thévenaz, 31 mars 1981

LA "VOIX OUVRIÈRE LÉGITIME LA RÉPRESSION

La "Voix Ouvrière" du 26 mars (1981/No 12) explique : "Pour bien comprendre la situation, on doit cesser de réduire la situation en parlant uniquement d'affrontement entre le pouvoir et 'Solidarność', ce qui signifierait que deux blocs opposés vont chacun dans une direction, avec chacun un plan bien établi. Ce n'est pas le cas. Il ne faut pas oublier qu'environ 800 000 membres du POUP sont adhérents de 'Solidarité' et que, pour la première fois, le POUP a demandé à ses militants de ne pas participer aux grèves et même de s'y opposer de manière politique".

Et pourquoi donc, cher rédacteur de la VO, non seulement les 800 000 membres du POUP mais l'écrasante majorité de la classe ouvrière polonaise n'ont-ils pas suivi les directives du "parti dirigeant" ? Parce que ceux que vous qualifiez prudemment de "réfractaires au renouveau" ont passé à tabac des membres de Solidarność ! Il y a donc un "bloc" dont le "plan établi" est de résister aux revendications ouvrières...

Mais la VO se tait, comme elle se tait sur les menaces de l'agence Tass. Elle "fait confiance au POUP"... en citant exclusivement le bulletin du CC qui accuse le KOR de dénaturer le mouvement dans un but politique (le lecteur de la VO ne verra bien sûr aucune déclaration du KOR car elles démentent ces mensonges). D'ailleurs, que veut dire "faire confiance au POUP" ? La VO soutient-elle Olszowski et ses déclarations de choc, Bratkowski et ses menaces contre les "tendances antisocialistes" de Solidarité ou la majorité de 800 000 ouvriers du POUP qui refusent ces chantages, exigent un congrès démocratique et l'épuration des cadres corrompus, militent dans Solidarność et défendent, jusqu'au Comité Central, leur participation à la grève parce que "les coupables sont ceux qui ont conduit les ouvriers à cette détermination" ? La réponse, malheureusement, est déjà donnée : en reprenant à son compte les attaques contre les "extrémistes" de Solidarité, la Voix Ouvrière légitime la répression contre les ouvriers, le pouvoir bureaucratique contre 10 millions de travailleurs polonais.